

ANTILLA

ÉCLAIRER LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE DEPUIS 1981

OCTOBRE 2025 / N° 2053

ÉCONOMIE

Emploi, entreprises,
carburants :
Les signaux à
surveiller

AGRICULTURE

LES FILIÈRES FONT BLOC

Budget 2027. Producteurs et industriels
alertent sur l'avenir de l'agriculture martiniquaise.

JIOVANNY WILLIAM

"On est devant
un mur"

EXPOSITION

Catherine Théodose
à la Fondation Clément

SAINT-ESPRIT

Le patrimoine,
un projet de ville

N° 2053 - Octobre 2026 - 4,5 € - CPPAP 1122 C 86570 - ISSN 0757555





**VOTRE ENTREPRISE
EST-ELLE ÉQUIPÉE POUR
LA FACTURATION
ÉLECTRONIQUE ?**

**LA RÉFORME A DÉMARRÉ
CONFORMEZ-VOUS AU PLUS VITE !**



L'ÉDITORIAL

DE PHILIPPE PIED

PRODUIRE, DÉCIDER, TRANSMETTRE



POUR JOINDRE LA RÉDACTION :

ANTILLA, 7 Rue Paul Gauguin

97232 Le Lamentin, Martinique

Tél.: 0696 73 26 26 / 0596 75 48 68

Email : philippe@antilla-martinique.com

CPPAP D 86520

ISSN 0757555

DIRECTION/RÉDACTION

Directeur de la publication :

Philippe PIED : 0696 73 26 26

Directeur de la rédaction :

Henri Pied : 0596 75.48.68

Rédaction :

Henri Pied, Gérard Dorwling-Carter,

Philippe Pied, Laurianne Nomel,

Nathalie Laulé, Morgan Gunot,

Roland Dorival, Judes Duranty,

Mélissa Vergnaud, Nicolas Manceau

Conception - Marketing - Publicité :

ANTILLA - Tél.0696 73 26 26

philippeped@gmail.com

Impression :

Toniprint Imprimerie

ATTENTION :

Les documents, manuscrits ou non, restent

la propriété de la rédaction.

BUREAUX :

60 Jambette-Beauséjour

97200 Fort-de-France

SITE INTERNET :

www.antilla-martinique.com

Le 9 octobre, les filières agricoles de Martinique ont parlé d'une même voix. Canne, banane, élevage, fruits et légumes contestent les arbitrages du projet de budget 2027. Au-delà des crédits, une question : **que restera-t-il de notre capacité à produire si nous laissons s'affaiblir ceux qui cultivent, élèvent et transforment ?**

La sécheresse et les coûts de production aggravent une fragilité qui touche aussi les salariés et les entreprises de transformation. On invoque souvent la souveraineté alimentaire. Encore faut-il donner aux agriculteurs les moyens de la construire.

L'économie n'invite guère à l'optimisme. Le trafic portuaire augmente, surtout grâce aux hydrocarbures, tandis que le trafic destiné à l'île recule. L'emploi privé se contracte, les défaillances d'entreprises progressent et la hausse du carburant alourdit les coûts. Même le bâtiment offre une image contrastée : davantage de logements mis en chantier sur le papier, mais moins de ciment vendu. Nous ne manquons ni de talents ni d'initiatives, mais de visibilité, de confiance et de décisions qui tiennent dans la durée.

Nos entretiens politiques renvoient à cette même exigence. De l'eau aux déchets, de la vie chère aux finances publiques, les Martiniquais attendent moins de déclarations que de résultats. Les élus ont des projets différents, mais leurs actes devront répondre au même besoin de confiance. **Gouverner, c'est choisir, agir et rendre compte, pas seulement annoncer.**

Pourtant, ce numéro raconte aussi une énergie qui résiste. **Christopher Christine**, agriculteur et yoleur, incarne la ténacité d'une jeunesse qui refuse de renoncer.

Au Saint-Esprit, le patrimoine devient un levier de développement. **Catherine Théodose** et **Thibaud Duval** nous invitent à regarder autrement notre île, sa lumière, ses souvenirs et ses richesses ordinaires.

Ces regards nous rappellent qu'un territoire ne se résume pas à ses difficultés.

Produire, décider, créer, transmettre : voilà un programme qui pourrait enfin nous rassembler.

Philippe Pied . ■



Liséyen faché tou



BEL POVEB KRÉYOL :

« *Sa ki pou'w larivière pa ka chayé'y* »

Not pou konprann

■ **Nelson Charles**, un jeune pierrotin remporte The Voice Kids

■ **Joko** après son magnifique concert à l'Atrium a réalisé un bal avec les titres de l'Orchestre Malavoï des années 1965-1979

Liséyen lotbò brilé lisé, érezdibonnè sé ta nou an pa fè menm bagay-la Lisé Chelchè éti tou nef.

Sa vré, an tan mwen, jénes-la té titak pli politizé, é asiré man té ké adan an manif. Biennokotrè omwen désan étidjan fini fè larantré-yo anlè Kanpis Chelchè a.

Sa vré tou, pétet yo pa té ni tan mobilizé pou antré an mouvman La Frans-lan. Anpil pa menm ni loto pou rivé Chelchè. Kidonk mobilizasion pa té pé pri.

Mé liséyen ek étidjan ka pran otan fè ki sa ka rété an Frans. Menmsi CAP NORD fè an jes teknik pou transpò a. Yonndé liséyen, douvan kondision ek kanman viv : chalè, klimatizè an pàn, kaka rat, kakatwè bouché épi kisasayésa, mobilizé kanmenm.

NELSON DOUVAN

Nelson* an jenn chantè Sen-Piè trapé kouwòn-lan an tiraj pli bon ti-chantè « THE VOICE KIDS » sanmdi oswè. Sé pa moun selman asou kot Karayib-la éti té adoumanman douvan télé-yo. An vwazen Adjilbè tann :

- Wé anmwé !:

I konprann sé té an match foutbol Brésil oben La Frans. Mé sé vwazen an ki vréyé kòy monté afos i té kontan. Sa bel lè jennes-nou ka montré sé pa yenki fizi yo sa sèvi.

ANLOT MALAVWA

An menm balan-an Joko épi yonndé mzisien té pa koté la BOFON pou an brital bal kon an tan-an épi « L'AUTRE MALAVOI* ». Orkes-la té k chanté yenki mòso gwoup-la konpozé ant lé lanné 1964-1979. Sal-la té té bakfoul é tout moun té ka dansé. Yo ta té ni tan pran powtab pou fè p'tré pas yo té ka dansé aléviré chario.

Fout mizik nou an bel, i prézantab anlè tab kon anba tab

PANAMA

2 VOLS PAR SEMAINE
AU DÉPART DE FORT-DE-FRANCE
VIA POINTE-À-PITRE



MEMBRE DE
L'ALLIANCE
SKYTEAM

Du 11/12/2008 au 05/03/2009
www.airfrance.com

POUR CONTINUER À VOYAGER DEMAIN, REPENSONS
DÈS MAINTENANT NOTRE FAÇON DE NOUS DÉPLACER. **ACT**

Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage
sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com

AIRFRANCE 
S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE

Chanflor, une histoire d'équipe

Pour ses 50 ans, CHANFLOR met à l'honneur celles et ceux qui la font vivre au quotidien. À travers huit portraits, SOMES donne à voir la diversité de ses métiers et les réalités de la production locale.

1. À travers la campagne « Pour vous », pourquoi avoir choisi de mettre vos collaborateurs au premier plan pour ce 50e anniversaire ?

Pour nos 50 ans, nous ne voulions pas seulement regarder le chemin parcouru par la marque. Nous voulions surtout mettre en lumière celles et ceux qui la font vivre chaque jour.

Près de 40 métiers coexistent aujourd'hui chez SOMES, avec des parcours, des savoir-faire et des responsabilités très différents. « Pour vous » est née de cette volonté de reconnaissance, mais aussi de l'envie de montrer une réalité souvent moins visible : une marque comme CHANFLOR repose d'abord sur des femmes et des hommes qui produisent, contrôlent, maintiennent, préparent, acheminent et accompagnent le produit au quotidien.

2. Que racontent ces huit portraits de la réalité industrielle de SOMES aujourd'hui ?

Ils racontent avant tout la diversité des métiers et la complémentarité des compétences.

Production, qualité, maintenance, logistique, commerce... Chaque portrait associe un prénom, une ancienneté et un chiffre lié à l'activité du collaborateur, qui traduit l'accumulation de gestes métier au fil des années.

Derrière un produit que l'on connaît bien en rayon, il y a en réalité toute une organisation industrielle, des compétences techniques et des savoir-faire qui se construisent, se transmettent et évoluent dans le temps. C'est cette réalité humaine et industrielle que la campagne cherche à rendre plus visible.

3. Produire localement implique des contraintes structurelles fortes. Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour une entreprise comme SOMES ?

Produire en Martinique, c'est évoluer sur un marché de petite taille, qui ne permet pas les mêmes économies d'échelle que de grands marchés continentaux. À cela s'ajoutent l'éloignement, le coût du fret, les délais d'approvisionnement ou encore la dépendance à des équipements et pièces qui viennent souvent de l'extérieur.

Ce sont des contraintes très concrètes : elles touchent les coûts, la maintenance, les investissements, les délais, mais aussi la capacité à rester compétitif dans le temps.

Pour autant, produire ici permet de maintenir des compétences, des emplois, des savoir-faire et une capacité industrielle sur le territoire. C'est tout l'enjeu : réussir à continuer à investir, se moderniser, former et produire localement malgré un environnement structurellement plus contraint.

4. Dans ce contexte, quel rôle jouent les dispositifs qui accompagnent la production locale ?

Ils permettent en partie de compenser ces handicaps structurels et de rééquilibrer des conditions de production qui ne sont pas comparables à celles de grands marchés continentaux.

Lorsqu'une entreprise évolue sur un marché plus petit, avec des coûts logistiques et d'investissement plus élevés, elle ne dispose pas des mêmes leviers d'échelle. Les dispositifs d'accompagnement prennent alors tout leur sens lorsqu'ils permettent concrètement d'investir, de moderniser les outils, de développer les compétences et de maintenir une activité productive sur le territoire.

L'objectif n'est pas d'effacer toutes les contraintes, mais de faire en sorte qu'elles ne rendent pas, à terme, la production locale impossible ou durablement désavantagée. C'est aussi une condition pour préserver une capacité industrielle, de l'emploi et des savoir-faire en Martinique.

5. Au-delà de vos équipes, comment l'activité de SOMES s'inscrit-elle dans le tissu économique local ?

Une activité industrielle ne fonctionne jamais seule. Autour d'elle gravitent des transporteurs, des entreprises de maintenance, des fournisseurs, des prestataires techniques, des acteurs de la logistique, des services, de la communication ou encore de la distribution.

C'est vrai pour SOMES comme pour beaucoup d'autres entreprises industrielles du territoire : chacune s'inscrit dans une chaîne de valeur beaucoup plus large que son seul périmètre. Produire localement, c'est donc aussi faire vivre un réseau d'entreprises, de compétences et de savoir-faire qui interagissent au quotidien.

C'est aussi cette réalité industrielle, souvent peu visible, que nous cherchons à mieux montrer aujourd'hui.

« Une activité industrielle ne fonctionne jamais seule. »



**Produire ici,
concrètement**

Découvrez la vidéo





JORDAN
AVEC NOUS DEPUIS 11 ANS.

Plus de **900 000 000**
litres embouteillés
Pour vous.

Une équipe, une eau **50** ans d'engagement



NOHIRA
AVEC NOUS DEPUIS 1 AN.

Près de **22 000**
analyses réalisées
Pour vous.

Une équipe, une eau **50** ans d'engagement



CHRISTOPHE
AVEC NOUS DEPUIS 20 ANS.

Environ **36 400**
heures de maintenance
Pour vous.

Une équipe, une eau **50** ans d'engagement



ALEXANDRE
AVEC NOUS DEPUIS 6 ANS.

Près de **66 000 000**
packs expédiés
Pour vous.

Une équipe, une eau **50** ans d'engagement



GILLES
AVEC NOUS DEPUIS 20 ANS.

Environ **24 000 000**
commandes préparées
Pour vous.

Une équipe, une eau **50** ans d'engagement



PIERRICK
AVEC NOUS DEPUIS 2 ANS.

Plus de **124 244 000**
bouteilles produites par ses équipes
Pour vous.

Une équipe, une eau **50** ans d'engagement



RUDY
AVEC NOUS DEPUIS 3 ANS.

Environ **94 320 000**
packs chargés
Pour vous.

Une équipe, une eau **50** ans d'engagement



SYBILLE
AVEC NOUS DEPUIS 12 ANS.

Plus de **892 000**
packs commercialisés
Pour vous.

Une équipe, une eau **50** ans d'engagement

■ AGRICULTURE MARTINICAISE :

Derrière le budget 2027, une fragilité collective

La contestation des crédits agricoles annoncés pour 2027 a réuni, le 9 octobre, les producteurs et les industriels de Martinique autour d'un constat partagé : les difficultés des exploitations se transmettent désormais à toute la chaîne de production. Au-delà des montants, cette mobilisation pose la question de la capacité du territoire à conserver et développer son agriculture.



Au Lamentin, la présence côte à côte des représentants de la canne, de la banane, des fruits et légumes, de l'élevage et de l'agro-industrie constituait déjà une information. Les filières ne défendent pas toutes les mêmes marchés et n'ont pas les mêmes modèles économiques. Pourtant, vendredi 9 octobre, à la Chambre d'agriculture, elles ont choisi de porter ensemble leur désaccord avec le projet de loi de finances pour 2027. Leur démarche ne se résume pas à une demande de crédits : elles redoutent qu'une succession de décisions budgétaires affaiblisse durablement l'ensemble de l'appareil productif martiniquais.

Trois postes de tension sont identifiés à l'échelle des outre-mer : 13,2 millions d'euros de moins pour l'enveloppe nationale canne, une diminution de 1,7 million annoncée pour la banane et l'absence, dans le projet 2027, du complément national de 5 millions d'euros du régime spécifique d'approvisionnement (RSA). Précision importante, ce dernier avait été accordé en 2025 mais



« On ne peut pas demander à la Martinique de renforcer sa souveraineté alimentaire tout en réduisant les moyens de ceux qui la nourrissent. »

n'a pas été reconduit en 2026 : il ne s'agit donc pas d'une nouvelle suppression de 5 millions entre 2026 et 2027. À ces montants s'ajoute la crainte de stabilisateurs budgétaires susceptibles de diminuer les aides à la diversification si les enveloppes se révèlent insuffisantes.

Cette discussion intervient dans une période particulièrement défavorable. La sécheresse de 2026 a perturbé les replantations, réduit les disponibilités en fourrage et dégradé des rendements déjà fragiles. Pour la canne, les chiffres

présentés par les professionnels font état de 177 694 tonnes livrées, pour un rendement moyen de 43 tonnes à l'hectare. Justin Céraline, président de la SICA Canne-Union, a également décrit l'augmentation du coût du désherbage et les difficultés à maintenir les plantations avec moins de solutions techniques. La baisse de production, soulignent les exploitants, ne traduit donc pas nécessairement un manque de volonté ou d'investissement. Elle peut au contraire exiger davantage de moyens pour permettre aux cultures de repartir.

La difficulté ne s'arrête pas aux parcelles. Michel Béroard, directeur de la sucrerie du Galion, rappelle que l'insuffisance de matière première limite déjà l'activité industrielle. En aval de la canne, les sucreries comme les distilleries dépendent des volumes livrés. Dans la banane, Jean-Claude Marraud des



« Quand une exploitation agricole disparaît, ce n'est pas seulement un producteur que l'on perd, c'est toute une chaîne économique, des emplois et une part de notre avenir qui sont menacés. »

Grottes, président de Banamart, a décrit une autre accumulation : hausse des frais de transport, exigences sanitaires, coût du désherbage et réduction du nombre de producteurs. Il en tire un avertissement qui dépasse son secteur : **« Dès que votre production baisse, vous êtes en danger. »** Les charges fixes, elles, demeurent, même quand les volumes commercialisés diminuent.

Pour l'élevage, le lien avec les industriels est tout aussi direct. L'AMPI, représentée par Sébastien Dormoy, a expliqué qu'un moindre soutien au fret des céréales risquait de renchérir les matières premières utilisées par les meuneries et les fabricants d'aliments pour animaux. L'éleveur en supporterait ensuite une partie des conséquences. André Prosper, pour la CODEM, et Philippe Degras, secrétaire général de l'AMIV, ont rappelé que les conséquences d'une sécheresse sur les troupeaux ne disparaissent

pas avec les premières pluies. Le renouvellement des animaux, l'adaptation des bâtiments et la reconstitution des capacités de production prennent du temps. **« L'agriculture, ce n'est pas une activité à court terme »**, résume Philippe Degras.

Les fruits et légumes sont exposés à une autre forme d'incertitude. Pour Cyrille Necker, président de l'AMIFEL, la baisse des récoltes réduit à la fois les revenus des exploitants et les moyens de leurs organisations collectives. La perspective d'aides ajustées à la baisse lorsque les crédits disponibles ne suffisent pas complique les décisions de plantation et d'investissement. Dans ces conditions, la souveraineté alimentaire ne peut être envisagée uniquement comme un objectif à atteindre : elle doit s'appuyer sur une programmation financière suffisamment lisible pour que les producteurs puissent prendre des risques me-

surés.

Les organisations réclament ainsi un réexamen des arbitrages, en défendant une enveloppe globale de 25 millions d'euros pour l'agriculture ultramarine, comprenant notamment 5 millions destinés au développement agricole de Mayotte et de la Guyane. Il faut distinguer ce montant d'ensemble des différentes demandes techniques, dont certaines portent sur des lignes spécifiques et ne doivent pas être additionnées mécaniquement. Le projet de loi de finances n'étant pas encore adopté au moment de la conférence, les filières cherchent à intervenir pendant la discussion parlementaire. Manuel Jean-Baptiste, président de la FDSEA, a annoncé qu'il relayerait cette démarche au niveau national.

Au fond, l'alerte du 9 octobre révèle une réalité trop peu visible : la solidité d'une agriculture se mesure aussi à celle des coopératives, des unités de transformation, des transporteurs et des entreprises qui l'entourent. José Maurice, président de la Chambre d'agriculture, appelle à dépasser le seul maintien des crédits pour définir collectivement les moyens nécessaires à l'installation, à la transmission et à l'adaptation climatique. Cette convergence entre filières est déjà un résultat. Elle rappelle qu'en Martinique, l'union fait la force, et qu'une telle méthode gagnerait à être pratiquée plus souvent lorsque l'avenir économique du territoire est en jeu. ■

Philippe Pied

LES CRÉDITS CONTESTÉS

Ce que signalent les filières, à l'échelle des outre-mer

DISPOSITIF	SITUATION EXPOSÉE	POINT DE VIGILANCE
Canne	143,4 M€ auparavant, 130,2 M€ envisagés pour 2027	Écart annoncé de 13,2 M€ sur une enveloppe nationale
Banane	Réduction de 1,7 M€ annoncée à la filière	Arbitrage contesté, le budget 2027 n'est pas encore voté
RSA / fret	Complément de 5 M€ accordé en 2025, absent en 2026 et 2027	Ne pas présenter comme une baisse nouvelle de 2026 à 2027
Diversification	Stabilisateurs budgétaires redoutés par les producteurs	Impact dépendant du montant des demandes et des crédits disponibles

Les hydrocarbures gonflent le trafic du port, l'emploi stagne

Trafic portuaire en hausse sur neuf mois, tiré par les hydrocarbures, permis de construire bien orientés, inflation contenue à 1,7 % en août. En face, l'emploi salarié ne progresse plus, les défaillances d'entreprises augmentent et les carburants ont fait un bond au 1er octobre.

Ce panorama rassemble les dernières données publiées au 11 octobre 2026. Chaque chiffre porte sa période : un mois pour les prix, un trimestre pour l'emploi, un cumul depuis janvier pour le port, douze mois glissants pour les défaillances et les permis de construire. Deux périodes différentes ne se comparent pas. [Voir tableau 1](#)

L'inflation reste sage, pas les carburants

En août 2026, les prix à la consommation augmentent de 0,9 % sur un mois et de 1,7 % sur un an, selon l'Insee. L'alimentation progresse moins vite que l'ensemble (+0,9 % sur un an)

et les produits frais baissent de 0,7 %.

Les carburants, eux, continuent de monter. Au 1er octobre 2026, les prix maximums fixés par la préfecture passent à 2,10 € le litre de sans-plomb et 2,27 € le litre de gazole, soit 20 et 19 centimes de plus qu'en septembre. En un an, le gazole a pris 59 centimes (+35,1 %) et l'essence 28 centimes (+15,4 %). La bouteille de gaz monte à 25,51 €, 1,37 € de plus qu'en septembre. La préfecture, citée par la presse locale, attribue ces hausses à la flambée des cours du pétrole liée aux tensions au Moyen-Orient.

Selon nous, l'indice d'août ne contient pas la hausse du 1er octobre, qui se lira à partir de l'indice d'octobre, d'abord sur le poste transports. Elle touchera les entreprises de transport et de travaux publics, grandes consommatrices de gazole.

Le crédit reste plus cher qu'en moyenne nationale. Au deuxième trimestre 2026, l'IEDOM relève un taux moyen de 3,29 % sur les crédits à l'habitat (3,12 % en France entière) et de 6,84 % sur les prêts personnels (6,37 %). Sur douze mois à fin août 2026, 714 dossiers de surendettement ont été déposés, dont 58 en août. [Voir tableau 2](#)

L'intérim et les heures travaillées reculent

Le taux de chômage s'établit à 12,8 % au deuxième trimestre 2026, en baisse de 1,1 point sur un an, d'après l'Insee. L'échantillon de l'enquête est petit : un écart de cet ordre reste proche de sa marge d'incertitude.

L'emploi salarié total, public et privé, est quasi stable : 131 045 postes fin juin 2026, 325 de moins qu'un an plus

Tableau 1. La Martinique en douze indicateurs

Dernière valeur disponible au 11 octobre 2026 ; chaque chiffre porte sa propre période

Indicateur	Dernière valeur	Période	Évolution sur un an ou repère	Source
Prix à la consommation (ensemble)	+1,7 %	août 2026	sur un an ; +0,9 % sur un mois	Insee
Prix maximum du gazole	2,27 €/litre	1er octobre 2026	+0,59 € (+35,1 %)	Préfecture de la Martinique
Taux de chômage (au sens du BIT)	12,8 %	2e trimestre 2026	-1,1 point	Insee
Emploi salarié total (public et privé)	131 045	fin juin 2026	-0,2 %	Insee
Demandeurs d'emploi, catégorie A	32 720	fin août 2026	+1,9 %	France Travail
Défaillances d'entreprises, cumul 12 mois	577	12 mois à fin juin 2026	+18,4 %	IEDOM
Climat des affaires (100 = moyenne de longue période)	99,9	2e trimestre 2026	102,4 au 1er trimestre 2026	IEDOM
Trafic portuaire total, cumul depuis janvier	2,76 millions de t	janvier-septembre 2026	+16,8 %	Grand Port Maritime de la Martinique
Passagers de l'aéroport	1,02 million	1er semestre 2026	+0,2 %	SAMAC, relayé par RCI
Nuitées hôtelières	101 500	juillet 2026 (provisoire)	+4,0 %	Insee
Logements autorisés, cumul 12 mois	2 536	12 mois à fin août 2026	+20,8 %	SDES (Sit@del2)
Ventes de ciment, cumul depuis janvier	77 925 t	janvier-septembre 2026	-8,7 %	Lafarge

Lecture : les évolutions comparent chaque valeur à la même période de l'année précédente. Une période n'est pas l'autre : un mois, un trimestre, un semestre et un cumul ne se comparent pas entre eux.

Tableau 2. Prix, carburants et budget des ménages

L'inflation reste modérée en août, les carburants bondissent au 1er octobre

Indicateur	Dernière valeur	Période	Évolution sur un an ou repère	Source
Prix à la consommation, ensemble	+1,7 %	août 2026	+0,9 % sur un mois	Insee
Prix de l'alimentation	+0,9 %	août 2026	sur un an	Insee
dont produits frais	-0,7 %	août 2026	sur un an	Insee
Sans-plomb, prix maximum	2,10 €/litre	1er octobre 2026	+0,28 € (+15,4 %) ; +0,20 € sur un mois	Préfecture de la Martinique
Gazole, prix maximum	2,27 €/litre	1er octobre 2026	+0,59 € (+35,1 %) ; +0,19 € sur un mois	Préfecture de la Martinique
Bouteille de gaz, prix maximum	25,51 €	1er octobre 2026	+1,1 % ; +1,37 € sur un mois	Préfecture de la Martinique
Taux des crédits à l'habitat	3,29 %	2e trimestre 2026	France entière : 3,12 %	IEDOM et Banque de France
Taux des prêts personnels et crédits à la consommation	6,84 %	2e trimestre 2026	France entière : 6,37 %	IEDOM et Banque de France
Dossiers de surendettement déposés, cumul 12 mois	714	12 mois à fin août 2026	dont 58 en août	IEDOM
Inscriptions au fichier central des chèques, cumul 12 mois	7 209	12 mois à fin août 2026	dont 503 en août	IEDOM

Les prix des carburants et du gaz sont des prix maximums toutes taxes comprises fixés par arrêté préfectoral : un distributeur peut vendre en dessous. Les taux de crédit portent sur les crédits nouveaux, enquête du premier mois du trimestre.

Sources : Insee, Préfecture de la Martinique, IEDOM et Banque de France, IEDOM. Données arrêtées au 11 octobre 2026.

tôt (-0,2 %), selon l'Insee. L'emploi public tient (+0,3 %). Dans le privé, l'Urssaf compte 84 792 salariés fin juin, 0,6 % de moins qu'un an plus tôt (données brutes). Les indicateurs plus réactifs se dégradent : l'intérim recule de 10,2 % sur un an en juin, à 2 312 équivalents temps plein, et les heures rémunérées du privé baissent de 1,1 % sur un an.

Fin août 2026, France Travail compte 32 720 demandeurs d'emploi en catégorie A (données brutes), en hausse de 1,9 % sur un an. Depuis janvier 2025, de nouveaux publics sont inscrits automatiquement, avec une montée en charge au cours de 2025 : la hausse sur un an mêle donc l'évolution du chômage et l'effet de cette réforme.

Selon nous, un chômage en baisse sans création d'emplois n'a rien de contradictoire. Le taux rapporte les chômeurs à la population active, qui peut se réduire avec les départs de jeunes actifs et le vieillissement. Les données trimestrielles ne permettent pas de le démontrer.

Les défaillances d'entreprises progressent

Sur les douze mois à fin juin 2026, l'IEDOM recense 577 défaillances d'entreprises, en hausse de 18,4 % sur un an. Notre décompte des procédures collectives publiées au BODACC, datées au jugement, donne 527 ouvertures sur les douze mois à fin juillet 2026. Les deux méthodes n'ont pas le même champ, mais l'ordre de grandeur concorde.

L'indicateur du climat des affaires de l'IEDOM s'établit à 99,9 au deuxième trimestre 2026, proche de sa moyenne de longue période, contre 102,4 au trimestre précédent. Le questionnaire de l'enquête a changé fin 2025 : la comparaison avec 2025 n'est pas fiable. *Voir tableau 3*

Le port gonflé par les vracs liquides

De janvier à septembre 2026, le Grand Port Maritime de la Martinique a traité 2,76 millions de tonnes de marchandises, +16,8 % sur un an. Les vracs liquides, des hydrocarbures pour l'essentiel, font presque toute cette hausse : 1,12 million de tonnes, +44,9 %. Les conteneurs sont stables, à 141 333 EVP (+0,7 %), mais le transbordement, des boîtes qui ne font que passer, bondit de 75,7 % à 34 735 EVP. Le trafic domestique, celui qui sert l'île, recule de 11,6 %, à 106 598 EVP. Les escales augmentent de 6,4 %, les croisiéristes de 2,0 % (338 577 personnes), tandis que les passagers inter-îles reculent de 5,4 %.

L'aéroport Martinique Aimé Césaire a accueilli 1,02 million de passagers au premier semestre 2026, presque autant qu'un an plus tôt (+0,2 %), selon sa société gestionnaire, la SAMAC. Les liaisons avec l'Hexagone et la Guadeloupe reculent, en partie à cause de la disparition de la compagnie Air Antilles début 2026 ; les lignes vers Montréal, Québec et Miami progressent.

Dans l'hôtellerie, l'Insee compte 101 500 nuitées en juillet 2026 (+4,0 % sur un an, +6,3 % depuis janvier) et un taux d'occupation de 57,4 %, en hausse de 3,2 points (chiffres provisoires).

Au deuxième trimestre 2026, les importations de biens atteignent 967,7 M€ (+12,2 % sur un an) selon la Douane. Les exportations, à 210,2 M€, sont multipliées par 2,8.

Selon nous, sur un seul trimestre, quelques cargaisons suffisent à produire un tel écart. Le troisième trimestre dira s'il s'agit d'une tendance. Voir Tableau 4

Tableau 3. Emploi et entreprises

L'emploi salarié est stable, l'intérim recule, les défaillances augmentent

Indicateur	Dernière valeur	Période	Évolution sur un an ou repère	Source
Taux de chômage (au sens du BIT, CVS)	12,8 %	2e trimestre 2026	-1,1 point (13,9 % un an plus tôt)	Insee
Emploi salarié total (public et privé, CVS)	131 045	fin juin 2026	-0,2 % (-325 postes)	Insee
dont emploi salarié public	43 027	fin juin 2026	+0,3 %	Insee
Effectifs salariés du privé (données brutes)	84 792	fin juin 2026	-0,6 %	Urssaf
Intérim, en équivalent temps plein	2 312	juin 2026	-10,2 %	Dares
Heures rémunérées, secteur privé	-1,1 %	juin 2026 (provisoire)	sur un an	Insee
Demandeurs d'emploi, catégorie A (données brutes)	32 720	fin août 2026	+1,9 %	France Travail
Défaillances d'entreprises, cumul 12 mois	577	12 mois à fin juin 2026	+18,4 %	IEDOM
Procédures collectives ouvertes, cumul 12 mois, datées au jugement	527	12 mois à fin juillet 2026	décompte des annonces	BODACC
Climat des affaires (100 = moyenne de longue période)	99,9	2e trimestre 2026	102,4 au 1er trimestre 2026	IEDOM

Effectifs Urssaf et emploi Insee sont deux grandeurs différentes (champ, correction saisonnière). Les défaillances ne se lisent qu'en cumul sur douze mois : un mois isolé suit le calendrier des audiences. Le questionnaire du climat des affaires a changé au 4e trimestre 2025 : seule la comparaison avec le trimestre précédent est fiable. Demandeurs d'emploi : de nouveaux publics sont inscrits automatiquement depuis janvier 2025.

Sources : Insee, Urssaf, Dares, France Travail, IEDOM, BODACC. Données arrêtées au 11 octobre 2026.

Tableau 4. Port, aéroport, tourisme et échanges

Le port tiré par les hydrocarbures, l'aéroport stable, les exportations en bond sur un trimestre

Indicateur	Dernière valeur	Période	Évolution sur un an ou repère	Source
Trafic portuaire total	2,76 millions de t	janvier-septembre 2026	+16,8 %	Grand Port Maritime de la Martinique
dont vrac liquides	1,12 million de t	janvier-septembre 2026	+44,9 %	Grand Port Maritime de la Martinique
dont conteneurs (tonnage)	883 701 t	janvier-septembre 2026	+8,0 %	Grand Port Maritime de la Martinique
Conteneurs manutentionnés	141 333 EVP	janvier-septembre 2026	+0,7 %	Grand Port Maritime de la Martinique
dont transbordement	34 735 EVP	janvier-septembre 2026	+75,7 %	Grand Port Maritime de la Martinique
dont trafic domestique (servant l'île)	106 598 EVP	janvier-septembre 2026	-11,6 %	Grand Port Maritime de la Martinique
Escales de navires	1 251	janvier-septembre 2026	+6,4 %	Grand Port Maritime de la Martinique
Croisiéristes (individus)	338 577	janvier-septembre 2026	+2,0 %	Grand Port Maritime de la Martinique
Passagers inter-îles	119 945	janvier-septembre 2026	-5,4 %	Grand Port Maritime de la Martinique
Passagers de l'aéroport Martinique Aimé Césaire	1,02 million	1er semestre 2026	+0,2 %	SAMAC, relayé par RCI
Nuitées hôtelières	101 500	juillet 2026 (provisoire)	+4,0 % ; +6,3 % depuis janvier	Insee
Taux d'occupation des hôtels	57,4 %	juillet 2026 (provisoire)	+3,2 points	Insee
Importations de biens	967,7 M€	2e trimestre 2026	+12,2 %	Douane
Exportations de biens	210,2 M€	2e trimestre 2026	×2,8 (76,3 M€ un an plus tôt)	Douane
Consommation d'électricité	1 373 GWh	année 2025	-3,0 %	EDF Martinique, via IEDOM
Croissance du PIB en volume (estimation rapide)	+0,1 %	année 2025	-	CEROM (IEDOM, Insee, AFD)

Les chiffres du port sont des cumuls depuis janvier, comparés au même cumul de 2025 ; le mois isolé n'est pas publié. Le transbordement ne mesure aucune consommation locale. Croisiéristes comptés en individus, sans double compte du transit. Le commerce extérieur est trimestriel.

Sources : Grand Port Maritime de la Martinique, SAMAC, relayé par RCI, Insee, Douane, EDF Martinique, via IEDOM, CEROM (IEDOM, Insee, AFD). Données arrêtées au 11 octobre 2026.

Les permis repartent,

le ciment recule

Sur les douze mois à fin août 2026, 2 536 logements ont été autorisés (+20,8 % sur un an) et 2 574 mis en chantier (+51,9 %), selon le SDES. Les surfaces de locaux non résidentiels autorisées atteignent 79 901 m², en hausse de 14,5 %.

Les ventes de ciment ne suivent pas. Selon Lafarge, elles s'élèvent à 77 925 tonnes de janvier à septembre 2026, en baisse de 8,7 % sur un an, et le recul s'accroît au troisième trimestre. Fin juin, le secteur privé de la construction emploie 5 770 salariés, payés en moyenne 2 512 € brut par mois (+2,3 % sur un an). En septembre, le BOAMP a publié 111 avis de marchés pour la Martinique, dont 19 de travaux.

Selon nous, l'écart entre les mises en chantier et le ciment tient d'abord à la nature des deux mesures, qui ne couvrent d'ailleurs pas la même période. Les ouvertures de chantier sont déclaratives et parfois déposées sans démarrage effectif ; le ciment vendu suit de plus près l'activité réelle des chantiers. Tant que les ventes reculent, la reprise des mises en chantier reste à confirmer. ■

CE QU'IL FAUT RETENIR

D'après l'estimation rapide du CEROM, le PIB de la Martinique est resté quasi stable en 2025 (+0,1 % en volume).

Selon nous, la Martinique aborde le dernier trimestre 2026 avec une activité soutenue par l'hôtellerie et les autorisations de construire, un port porté par les hydrocarbures plus que par les marchandises destinées à l'île, un emploi salarié à l'arrêt et des défaillances en hausse. Le point à surveiller est le prix des carburants : ses effets sur les prix, sur les coûts du BTP et sur le budget des ménages n'apparaîtront qu'à partir des indices d'octobre.

Note de méthode : chaque chiffre est la dernière valeur publiée par son producteur au 11 octobre 2026, avec sa propre période de référence.

Les évolutions comparent la même période d'une année sur l'autre. Les défaillances d'entreprises ne sont données qu'en cumul sur douze mois. Les analyses introduites par « selon nous » engagent la rédaction.

Tableau 5. Construction et BTP en bref

Les autorisations progressent, les ventes de ciment reculent

Indicateur	Dernière valeur	Période	Évolution sur un an ou repère	Source
Logements autorisés, cumul 12 mois	2 536	12 mois à fin août 2026	+20,8 %	SDES (Sit@del2)
Logements commencés, cumul 12 mois	2 574	12 mois à fin août 2026	+51,9 %	SDES (Sit@del2)
Locaux non résidentiels autorisés, cumul 12 mois	79 901 m²	12 mois à fin août 2026	+14,5 %	SDES (Sit@del2)
Ventes de ciment, cumul depuis janvier	77 925 t	janvier-septembre 2026	-8,7 %	Lafarge
Salariés du privé dans la construction	5 770	fin juin 2026	–	Urssaf
Salaire brut moyen mensuel, construction	2 512 €	2e trimestre 2026	+2,3 %	Urssaf
Avis de marchés publics publiés	111	septembre 2026	dont 19 de travaux	BOAMP

Cumuls sur douze mois glissants pour les permis : ils absorbent les révisions et la saisonnalité. Ventes de ciment : vrac et sacs, Martinique, chiffres de l'entreprise. Les avis de marchés mesurent un nombre d'avis, pas un montant.

Sources : SDES (Sit@del2), Lafarge, Urssaf, BOAMP. Données arrêtées au 11 octobre 2026.

Fred-Michel Tirault veut recentrer l'Espace Sud sur ses priorités

À la tête de l'Espace Sud, Fred-Michel TIRAULT distingue sa fonction intercommunale de son mandat de maire. Il détaille sa méthode de gouvernance et revient sur la réorganisation de la collecte des déchets, décidée sous la précédente mandature, dont il reconnaît les insuffisances et assume désormais la mise en œuvre. Il fixe ses priorités autour des déchets, de l'eau, de l'assainissement, du développement économique et de la transition énergétique.

Antilla : Comment passe-t-on du rôle de maire de Saint-Esprit à celui de président d'une intercommunalité de douze communes ?

Fred-Michel Tirault : Les deux fonctions sont différentes, mais elles s'inscrivent dans ce que j'appelle le bloc communal. Le maire est dans la proximité immédiate. C'est vers lui que les habitants se tournent, y compris lorsque le problème relève juridiquement de l'Espace Sud. L'intercommunalité intervient sur des compétences qui dépassent les limites d'une commune, l'eau, l'assainissement, les déchets, le développement économique ou le tourisme. Les habitants ne veulent pas connaître les frontières administratives. Ils veulent une réponse. La commune et l'Espace Sud doivent donc travailler ensemble et faire circuler l'information.

Je suis bien accompagné par les équipes et par quatorze vice-présidents. Les douze communes sont représentées. J'ai attribué les délégations en fonction des compétences et des as-

pirations de chacun. La culture revient au maire du François, les finances au maire du Marin, les déchets à Jean-Yves Bonnaire. La politique de la mer a été confiée à une vice-présidente très investie. Mon rôle n'est pas de tout faire, mais de fixer le cap, de coordonner et d'arbitrer. La délégation ne doit pas fragmenter l'action. Elle doit permettre à chaque vice-président de travailler réellement avec les services dans un cadre commun.

Antilla : Quel cap avez-vous fixé, notamment sur les déchets, qui restent le sujet le plus visible pour les habitants ?

Fred-Michel Tirault : Nous devons nous recentrer sur les compétences prioritaires de l'Espace Sud, l'environnement, les déchets, l'eau, l'assainissement, le développement économique et le tourisme. Il ne peut pas y avoir d'attractivité si le territoire n'est pas propre. Je le dis parfois de manière rude : pour sortir un pays de la misère, il faut d'abord le sortir de la saleté. La propreté conditionne l'image



“Les habitants ne veulent pas connaître les frontières administratives. Ils veulent une réponse”

du Sud, l'accueil touristique, la santé publique et la confiance des habitants.

Le marché de collecte est renouvelé tous les six ans. Le nouveau contrat a modifié les jours, les horaires et certaines fréquences. Une transition était nécessaire, mais la communication n'a pas été à la hauteur. En 2025, elle a été insuffisante, parfois inexistante, et le change-

ment intervenu en avril 2026 a laissé beaucoup d'habitants sans explication. Il faut le reconnaître. Une organisation peut être cohérente sur le plan technique, si les usagers ne savent pas quand sortir leur bac ou pourquoi la fréquence change, elle est vécue comme une contrainte supplémentaire.

Antilla : Comment comptez-vous rétablir une relation plus directe avec les usagers et les communes ?

Fred-Michel Tirault : Nous avons recruté une responsable de la communication après trois années de vacance du poste. Il faut maintenant expliquer simplement les jours de passage, les fréquences, les règles de tri et l'utilisation des bacs. Nous allons multiplier les rencontres dans les quartiers et les écoles avec les ambassadeurs du tri. La communication ne peut pas se limiter à un calendrier publié une fois.

Nous devons aussi mieux travailler avec les maires et les services municipaux. Une première réunion des responsables de communication des communes a été organisée à l'Espace Sud. Cela peut paraître élémentaire, mais elle n'avait jamais eu lieu. Pour coopérer, il faut savoir qui fait quoi, partager les mêmes informations et les transmettre au même moment. L'habitant ne doit pas être renvoyé d'une administration à l'autre.

Antilla : Quels investissements prévoyez-vous sur l'eau et l'assainissement ?

Fred-Michel Tirault : Il faut poursuivre la mise à niveau des stations d'épuration, renforcer les réseaux et augmenter les capa-

cités de stockage. Ce sont des investissements lourds, peu visibles, mais indispensables. Un nouveau réservoir de 750 mètres cubes, situé à Rivière-Pilote, doit desservir Rivière-Pilote et Saint-Esprit. Le projet représente plus de quatre millions d'euros et le début des travaux est prévu avant la fin du mois de septembre 2026.

L'eau et l'assainissement ne se gèrent pas dans l'urgence permanente. Il faut programmer sur plusieurs années et sécuriser les équipements. C'est précisément l'intérêt de l'échelle intercommunale. À Saint-Esprit, nous avons complété ce travail par des réserves dans les écoles, mais les grands réseaux, les réservoirs et les stations relèvent d'une stratégie beaucoup plus large.

Antilla : Quelles sont vos priorités en matière de développement économique et de transition énergétique ?

Fred-Michel Tirault : Nous devons d'abord accélérer la commercialisation des zones dont l'Espace Sud a la responsabilité. Autour du siège de la communauté, derrière le cinéma, une zone doit accueillir des salles de sport, des restaurants, des crèches et d'autres services. Nous voulons en faire un véritable poumon économique du Sud. La commercialisation doit s'accélérer à partir de décembre 2026. Il ne suffit pas d'aménager du foncier, il faut créer un environnement cohérent pour les entreprises, leurs salariés et les habitants. La transition énergétique doit également prendre plus de place. La Martinique dispose d'un potentiel solaire évident,



L'eau et l'assainissement ne se gèrent pas dans l'urgence permanente. Il faut programmer sur plusieurs années et sécuriser les équipements. »

mais elle reste insuffisamment équipée et trop dépendante. Une vice-présidence est chargée du développement durable, mais ce sujet ne doit pas rester enfermé dans une seule délégation. Il doit entrer dans nos bâtiments, nos zones d'activité, nos choix d'aménagement et nos politiques de mobilité. L'Espace Sud doit soutenir les projets adaptés au territoire et montrer l'exemple sur son propre patrimoine.

Antilla : La mer et le transport maritime peuvent-ils devenir un véritable axe de développement pour le Sud ?

Fred-Michel Tirault : Oui, cette réflexion a toute sa place dans la politique de la mer et dans la question des mobilités. Mais elle mérite un entretien spécifique. Il faut parler des liaisons, des quais, des coûts, de la fréquentation, des usages quotidiens et touristiques, ainsi que de la répartition des responsabilités entre les différentes autorités. Je préfère y revenir avec tous les éléments plutôt que de donner une réponse rapide et incomplète.

Pour résumer, les habitants doivent pouvoir constater un changement de méthode. Ils doivent savoir quand leurs déchets sont collectés, qui contacter, où en sont les travaux sur l'eau et ce qui se crée dans les zones économiques. L'Espace Sud ne doit pas apparaître comme une institution lointaine. Il doit être compréhensible, utile et visible dans la vie quotidienne.■

Propos recueillis par Philippe PIED

■ Servius Charles-Donatien :

**« On ne peut pas se contenter de dire
que le pays ne va pas »**



Agent municipal pendant 38 ans, dont 21 à la mairie de Bellefontaine, Servius Charles-Donatien connaît sa commune comme sa poche. Élu maire en mars 2026 à sa troisième tentative, cet autodidacte, parti d'un CAP pour décrocher deux masters 2, arrive aux affaires avec une méthode pragmatique et une ambition claire : assainir les finances, débloquent les dossiers gelés, miser sur la jeunesse. Et peut-être, bousculer la gouvernance du Nord Caraïbe.

Vous êtes élu depuis mars 2026. Qu'avez-vous trouvé en arrivant ?

Une commune financièrement solide avec 7 millions d'euros d'excédent mais avec un déficit de fonctionnement d'un million cinq. Si on ne prend pas des mesures draconiennes, dans cinq ans, on sera dans le rouge. J'ai donc décidé de considérer cette première année comme une année de transition, pour diagnostiquer et recadrer. Il y avait aussi des dossiers bloqués depuis des années : la salle polyvalente de Fond Boucher, le stade municipal qui n'avait pas été rénové depuis 20 ans malgré des promesses répétées, le bâtiment du CCAS hors normes, une route bloquée par un litige foncier avec une famille privée. J'ai aussi trouvé des pratiques de gestion qui n'étaient pas acceptables. Des agents avaient des délégations de signature. C'est terminé. La fête de la musique coûtait 100 000 euros à elle seule, c'est fini. On a réduit le budget fêtes et cérémonies de 483 000 à 380 000 euros cette année. On va continuer à rationaliser.

Comment avez-vous débloquent ces dossiers ?

En discutant, en négociant, en cherchant des solutions plutôt qu'en imposant. Pour la route près

de l'église, la précédente municipalité voulait absolument traverser un terrain privé. On a négocié avec la famille : la canalisation passera à l'extérieur, on refait leur clôture. Problème réglé. Pour l'école primaire qui ne respecte pas les normes de sécurité, on ne repart pas de zéro. Après concertation avec la CTM et la préfecture, on a découvert qu'elle pouvait être subventionnée à 100 %. La CTM nous offre l'ingénierie pour capter les fonds européens. Voilà comment on avance : en faisant confiance aux partenaires et en allant chercher ce qui existe déjà.

Bellefontaine est une commune riche, mais sa population est modeste. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

La commune perçoit une manne financière liée à l'EDF, en plus des dotations de l'État. Mais ces ressources n'ont pas toujours été bien utilisées. Il y a eu des dérives, parfois des élus qui se rémunéraient sur des marchés publics. Je suis en train d'assainir tout ça. Ce qui m'importe maintenant, c'est que cet argent serve vraiment aux 1 700 Bellefontains. Et leurs préoccupations majeures, je les connais depuis 38 ans que je travaille ici : logement et travail. Tous les jours, des personnes âgées viennent me voir. Elles ne viennent pas pour



« Je ne veux pas que nos jeunes considèrent leur départ comme la seule possibilité de réussir. Il faut leur donner des raisons de croire en leur avenir ici, à Bellefontaine. »

elles. Elles viennent me dire : qu'est-ce que tu peux faire pour mon fils, pour mon petit-fils ? Ils sont là, mais il n'y a pas de perspective.

Vous misez beaucoup sur la jeunesse. Concrètement ?

Plusieurs mesures. La gratuité du matériel scolaire. Des voyages pour les enfants dans le cadre d'Erasmus. Un enfant qui quitte l'école de Bellefontaine sans avoir jamais voyagé, c'est inacceptable pour moi. On embauche des jeunes mis à disposition des clubs sportifs et des écoles. Et on a étendu la bourse municipale de 1 500 euros à tous les étudiants y compris ceux qui font leurs études ici, en Martinique. Avant, seuls ceux qui portaient la touchaient. Je veux inciter les jeunes à rester. Je pars d'un principe simple : ne pas donner le poisson, apprendre à pêcher. Moi-même, j'ai quitté l'école avec un CAP. J'ai repris des études à 38 ans, le soir. Aujourd'hui j'ai deux masters 2. Si j'y suis arrivé, les jeunes de Bellefontaine peuvent y arriver aussi avec un accompagnement efficace.

Le quartier du Verrier est enclavé et sous-équipé. Qu'est-ce qui change ?

Le Verrier n'est pas raccordé au réseau d'eau potable de la Martinique. Il y a des casses régulières, des pénuries pendant le carême. On a voté l'acquisition de citernes de 2 000 mètres cubes pour sécuriser l'approvisionnement. On va étendre le dispositif au bourg par souci d'égalité. On travaille aussi sur l'accessibilité : il n'y a pas de transport pour les riverains du Verrier. Le conseil municipal a décidé d'acquérir un véhicule pour les desservir. Un véhicule qui servira aussi aux associations et aux écoles. Et on va relancer le dossier d'irrigation agricole, parce que le Verrier est un vrai grenier agricole de la Martinique qui n'est pas assez exploité.



« On ne peut pas continuer à faire fonctionner les institutions par habitude. Quand un système ne répond plus aux besoins du territoire, il faut avoir le courage de le repenser. »

Vous évoquez aussi une possible remise en question du fonctionnement de Cap Nord. Qu'entendez-vous par là ?

Je vais lancer une étude d'impact pour évaluer le retrait de Cap Nord. Ce n'est pas un combat politique. Je ne suis inscrit dans aucun parti et je

ne m'inscris dans aucune guéguerre. Mais l'intercommunalité actuelle ne répond pas aux problématiques du Nord Caraïbe. On pourrait imaginer une quatrième EPCI, avec des maires d'arrondissement plus proches des réalités locales. Il faut bousculer ce qui est établi, innover, chercher d'autres modes de gouvernance. Si le pays ne va pas, on ne peut pas se contenter de le constater. Il faut prendre les choses en main. On doit sortir du rôle d'amortisseur social pour aller vers celui de développement. ■

*Propos recueillis
par Laurianne Nomel*



■ Jiovanny William :

« On est devant le mur. Il faut créer des choses, faire ce qu'on n'a pas fait encore. »

Député de la première circonscription de Martinique, Jiovanny William est un élu de 41 ans qui ne pratique pas la langue de bois. Dans ce grand entretien accordé à Antilla, il aborde sans détour les grands dossiers qui pèsent sur la Martinique : vie chère, prix des billets d'avion, sargasses, crise de la CTM, élections territoriales de 2028 et présidentielle. Un entretien dense, parfois tranchant, mais ancré dans une exigence de vérité.

Comment voyez-vous la Martinique en ce moment, socialement, économiquement ?

La Martinique traverse des difficultés importantes. Ce ne sont pas des difficultés qui lui sont forcément propres, parce que la France aussi traverse des difficultés économiques et financières. Il y a une instabilité politique et même géopolitique, et la Martinique est concernée par tout ça. Sur le plan plus précis de la Martinique, on voit clairement les points de chauffe notamment sur le transport, sur l'action sociale, et sur les difficultés de nos collectivités à financer les politiques publiques. Ce qui se passe en ce moment, oui, c'est local, mais il faut voir un contexte plus large : régional, national et international. Il ne faut pas être auto-centré et considérer que ce n'est pas parce que nous sommes moins de 400 000 habitants sur une petite île



« Avant de promettre la Martinique de demain, la prochaine CTM devra commencer par régler les dettes et les problèmes de celle d'aujourd'hui. »

que les problèmes du monde ne nous concernent pas. On l'a vu notamment sur le carburant. Ce qui se passe dans le monde nous concerne directement.

Vous avez été rapporteur d'une mission ministérielle sur les prix des billets d'avion. Où en est-on ?

Le carburant représente plus de 20 à 25 % du prix d'un billet d'avion. Et il a augmenté avec les événements internationaux. À travers cette mission, nous avons formulé 14 recommandations. Sur le carburant précisément, il y a des choses concrètes à améliorer. D'abord, il n'y a pas de concurrence dans la distribution du kérosène dans nos territoires ultramarins. C'est une difficulté réelle. Ensuite, la législation européenne impose aux compagnies aériennes d'intégrer du bio-carburant dans le kérosène, ce qui augmente mécaniquement le prix

des billets. Il faut une législation différenciée pour nos territoires. On parle de décarbonation, de rendre nos déplacements plus vertueux mais nous, Martiniquais, nous n'avons pas d'autre choix que de prendre l'avion pour nous déplacer, pour aller dans les autres îles, pour rejoindre l'Hexagone. Considérer cette législation comme si nous étions sur le territoire hexagonal, ce n'est ni honnête intellectuellement, ni juste socialement. D'autant que nos territoires ultramarins participent déjà à la décarbonation de la France. Nous représentons 97 % des surfaces maritimes françaises, plus de 80 % de la biodiversité française, c'est chez nous. Tout ça doit être pris en compte.

Ces rapports finissent souvent dans les tiroirs. Comment éviter ça ?

Vous avez totalement raison,



« On ne peut pas demander aux Martiniquais de payer toujours plus cher pour vivre, se déplacer et travailler, puis leur expliquer qu'il n'existe aucune solution. »

et je l'ai intégré dès le départ. J'ai voulu que ce rapport soit dynamique, structuré en trois phases : des mesures à court terme, des mesures à moyen terme, des mesures à long terme. J'ai présenté ce rapport à la ministre des Outre-mer pour que certaines recommandations soient intégrées dès la loi de finances de cette année. Elle m'a indiqué que certaines seront étudiées dans le cadre du projet de loi Vie chère. Sur le moyen terme, avec les prochaines

échéances électorales, ce rapport pourra nourrir de nouvelles mesures. Et sur le long terme, j'ai développé le concept de continuité régionale, plutôt que de me battre pour une continuité territoriale à la Corse, qui ne peut pas nous être appliquée. L'idée, c'est de faciliter les échanges entre nos territoires directs : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Saint-Martin. C'est pragmatique. Je ne vais pas partir sur des demandes à coup de milliards d'euros quand je sais pertinemment que ça n'aboutira pas.

La loi contre la vie chère avance très lentement. Pourquoi ?

Parce que ce projet de loi pose un certain nombre de difficultés pratiques et politiques. Le ministère des Outre-mer l'a compris, d'où ce temps très long entre le vote des deux chambres. On a souhaité qu'il soit revu pour que les mesures soient vraiment concrètes et efficaces. Le monde économique est contre le projet tel qu'il est actuellement rédigé. Je comprends certaines de leurs réticences. Maintenant, il faut



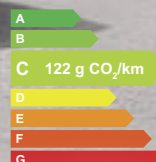
Movement that inspires

Picanto



À partir de

15 990€*



*Prix tarif de 19 550€ TTC pour une KIA PICANTO, frais de dossier de 500€ et frais d'immatriculation inclus moins 3 560€ de remise, soit un prix remis de 15 990€ (hors options, option peinture métallisée à 580 euros). Photo non contractuelle. Sous réserve d'erreur typographique. Voir conditions en concession. Modèle présenté : Kia Picanto GT-LINE 1.2 essence DPI 79ch BVMA5 hors peinture métallisée. Conso cycle combiné : 5,8 l/100 km. CO2 cycle combiné : 122 g/km. **Garantie 5 ans KIA : voir condition en concession. Offre réservée aux particuliers non cumulable avec toutes autres offres en cours, valable jusqu'au 31 octobre 2026. Photo non contractuelle. Sous réserve d'erreurs typographiques. Voir conditions en concession.

Autos GM
La Garantie des Grandes Marques

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer.



France. Et ça, c'est une discussion qui ne peut avoir lieu qu'entre l'État et ces multinationales. La grande distribution d'ici n'a pas les reins pour négocier avec Nestlé ou Danone. GBH ne peut pas faire ça. Les surfaces sont trop petites. Il faut que l'État mette les mains dans le cambouis. Et ces géants ne perdront pas d'argent, au regard de leurs bénéfices, l'effort serait minime. Mais pour la population martiniquaise, l'impact serait considérable.

Et sur les véhicules, vous avez aussi des choses à dire ?

Un véhicule qu'on voit en France à 20 000 euros revient ici à 30 000 euros, avec moins d'options. C'est

avancer. Aujourd'hui, on ne voit que des hausses, notamment sur l'alimentaire. Il y a une inflation générale, certes, mais le monde économique doit aussi changer de braquet, changer de logiciel dans sa façon d'envisager la formation des prix. Il y a des mesures efficaces qui permettraient de réduire considérablement le prix des marchandises. Par exemple, un article du projet de loi prévoyait la création d'un hub, une concession d'État permettant de stocker des produits et de réduire le nombre d'intermédiaires dans la chaîne de prix. On passerait de 12 à 13 acteurs à 4 ou 5. C'est une expérimentation concrète. Et Mayotte veut reprendre cet article à son compte. Il ne faut pas avoir peur de ça. On est devant le mur, il faut innover, faire ce qu'on n'a pas fait encore.

Il y a aussi la question des tarifs export pratiqués par les multinationales.

C'est un point essentiel. Aujourd'hui, des géants comme Nestlé ou Danone négocient leurs prix séparément pour l'Europe, pour la France hexagonale, et pour la Martinique. Ce n'est pas normal. Soit nous sommes français, soit nous ne le sommes pas. La Cour des comptes l'a vérifié. Il faut revenir à des tarifs export plafonnés par rapport à ce qui est négocié en



« La Martinique n'a pas besoin de nouvelles promesses, elle a besoin de décisions courageuses, de résultats concrets et de responsables capables de les assumer. »

scandaleux. Et sur le leasing social, dispositif national qui permet aux personnes aux revenus modestes d'acquérir un véhicule hybride ou électrique à tarif réduit, la situation est encore plus choquante. Il n'y a qu'un seul concessionnaire en Martinique qui joue le jeu : Martinique Automobile. Les autres refusent. Quand on leur demande pourquoi, ils ne répondent même pas. C'est profondément scandaleux et injurieux pour la population. J'ai interpellé le ministère des Transports. Je le dis clairement à la population : les concessionnaires ne jouent pas le jeu. Quand on ne dit rien, c'est qu'il y a un loup. L'État met la main à la poche, un organisme de crédit est prêt à financer, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé et un seul répond favorablement. Les

autres préfèrent que les gens payent plein pot. On fera la lumière là-dessus.

Sur les sargasses : est-ce que l'État français a pris la mesure du problème ?

Non. Je suis clair. Non. Le combat dure depuis 2011. Au départ, l'État pensait que c'était un phénomène ponctuel. Puis il a commencé à se dire qu'il y avait des problèmes et il s'est bouché les oreilles. Le GIP Sargasses a du mal à fonctionner. L'État a une conception très administrative du phénomène et ça pose des difficultés majeures. La machine administrative française empêche l'avancée de la gestion du phénomène. On a besoin d'industrialiser tout ça, de construire des usines de traitement, de valoriser les sargasses. Nous sommes en 2026, il n'y a toujours rien. Pourquoi ? Parce qu'on est dans un environnement normatif et administratif trop lent. En trois mois, on a fait des vaccins contre le Covid. Pourquoi n'arrive-t-on pas à mettre en place des usines mobiles de traitement ? Ce n'est pas normal.

Quelles réformes proposez-vous concrètement ?

Plusieurs choses. D'abord, j'appelle à la constitution d'un copil sargasses sur le modèle du copil chlorodécone. Il y a des financements qui existent de partout, fonds européens, État, collectivités, entreprises mais il n'y a pas de lien entre eux. Un copil, c'est mettre tous ces acteurs autour d'une table pour qu'ils parlent avec le même niveau d'information. Et il faut y intégrer les collectifs citoyens. Ils ont des solutions, ils ont un avis à donner, ils sont dedans. Il faut aussi intégrer le monde économique, qui souffre et qui n'est pas associé au dispositif. Ensuite, la présidence tournante du GIP doit s'arrêter. Ce n'est pas efficace. L'État finance plus de 80 % du GIP. C'est lui qui doit être aux manettes. Il faut arrêter l'hypocrisie. La CTM, qui préside actuellement, n'est pas efficace sur la question par manque d'intérêt autant que

MENUISERIES **Socomi**

pour la vie !

+ **59**
DE **ANS**
Depuis 1967

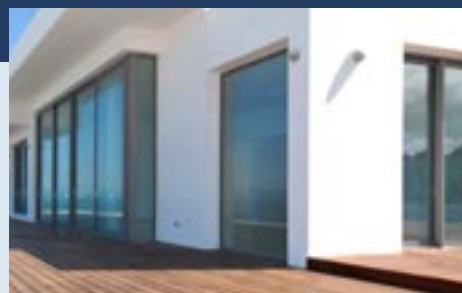
25%*
DE REMISE
SUR LES MENUISERIES PVC

**INNOVATION
SOCOMI
ENFIN DU PVC
EN COULEUR !**

**RÉSISTANCE AUX ÉMANATIONS
DE SARGASSES**

✓ Ne s'oxyde pas

DÉCOUVREZ TOUTES NOS **PROTECTIONS & MENUISERIES**



CONTACTEZ-NOUS

05 96 51 11 84

Facebook et Instagram   Socomi97

*Offre valable dans la limite des stocks disponibles. Voir conditions en magasin. Photos non contractuelles.



CUISINES SALLES DE BAIN DRESSINGS SUR MESURE

Une équipe expérimentée à l'écoute de
**vos projets de construction
ou rénovation !**

- Des conseillers engagés
- Un bureau d'études pour vos projets sur mesure
- Des poseurs agréés
- Plus de 10 modèles dans notre showroom

CUISINES
Socomi
pour la vie !

MASTER CLASS
de cuisines

Par le Grand Chef
**SÉBASTIEN
JEAN-JOSEPH**

Rendez-vous les samedis

- | | | |
|------------|-----------|-----------|
| ► 19 sept. | ► 17 oct. | ► 14 nov. |
| ► 3 oct. | ► 31 oct. | ► 28 nov. |

EN PLUS,
**UN
THERMOMIX
À GAGNER !**



Scannez
le QR Code
pour participer
au tirage au sort



PLACE D'ARMES • 97232 LE LAMENTIN • 05 96 51 56 55 • socomi@socomi.mq

Retrouvez-nous sur Facebook et Instagram Socomi97

Horaires : Du lundi au vendredi : 8h - 17h • Le samedi : 8h30 - 12h

par manque de moyens. Le préfet reprendra la présidence en novembre. C'est une bonne chose. Enfin, il faut doubler les moyens du GIP, et surtout traiter la question au niveau international. La Martinique ne peut pas discuter avec le Brésil. C'est à la France de négocier avec les États dont l'activité industrielle est à l'origine des sargasses. C'est un phénomène qui vient des eaux internationales, traverse le domaine public maritime de l'État c'est à l'État de gérer. Et pas question d'une taxe supplémentaire sur les billets d'avion ou les séjours pour financer ça. Ce serait faire payer les victimes.

La CTM traverse une crise. Quel regard portez-vous sur les élections de 2028 ?

Ce seront les élections les plus importantes depuis longtemps. La situation de cette collectivité est préoccupante à tous les étages. Il y a une crise politique interne, des difficultés structurelles de fonctionnement. Le modèle CTM tel qu'il existe doit être revu. Quand le président est absent, les conseils exécutifs sautent. Quand un conseiller exécutif démissionne, il ne peut pas revenir comme élu de l'Assemblée. Ma circonscription n'est pas représentée à l'Assemblée de Martinique parce que l'élu est devenu conseiller exécutif. Ce sont des défauts institutionnels réels. Sur le fond, il y a un échec sur le transport, un échec sur le développement économique. Les entreprises ne sont pas payées dans les temps. Les associations n'ont plus de subventions. Le monde



« On ne peut pas continuer à traiter les sargasses comme un simple problème administratif alors qu'elles empoisonnent depuis quinze ans la vie de milliers de Martiniquais. »

culturel voit ses financements se réduire. Je ne dis pas que ceux qui sont là ne travaillent pas, je dis qu'il y a de grosses difficultés. La priorité de la prochaine CTM, ce sera d'apurer les dettes. Payer les entreprises, payer les associations. Il faut le dire à la population avec un discours de vérité. Et rationaliser les satellites. Il y en a trop. Ensuite seulement, on investira. Sur quoi ? Sur l'industrie, notre taux d'industrialisation est supérieur à celui de la France hexagonale, ça fonctionne. Sur l'économie culturelle, les festivals, les événements, ça ramène des gens du monde entier. Sur les nouvelles technologies. Et sur l'agriculture — ce qui s'y passe en ce moment est inacceptable, il faut des assises agricoles.

Et vous, serez-vous dans cette bataille ?

Oui. Je me suis impliqué lors des deux dernières élections mais sans figurer sur une liste. Cette fois-ci, j'y serai. Notre génération doit prendre ses responsabilités. J'en ai assez de voir des jeunes politiques mis sur des listes pour que ça fasse joli, et qui se retrouvent sur le côté quand ça gagne. J'y serai en tant que colistier, sur une liste dont le fond politique sera compatible avec ma vision. Pas d'attelage contre nature, pas de dream team, de galactiques. On a essayé les deux, aucun n'a fonctionné. Il faut des gens qui s'entendent vraiment,

sur le long terme. Et il faut déplacer le centre politique. La CTM est trop foyallaise. Il faut que les autres communes s'y intéressent davantage. On a eu Capgras, Marie-Jeanne à Rivière-Pilote, Josette Manin. On peut voir les choses différemment dans un bassin réduit comme le nôtre.

A l'approche de la présidentielle, comment percevez-vous la montée du Rassemblement national en Martinique ?

Ça m'inquiète profondément. Je comprends la logique : les choses vont tellement mal qu'on est prêt à tout pour que ça change. Mais le Rassemblement national serait une plaie pour nous. Je ne vais pas entrer dans le débat idéologique. Tout le monde connaît l'histoire de ce parti. J'irai sur leur programme. Au Parlement européen, ils ont voté pour l'augmentation des pesticides. Ils ont voté toutes les mesures qui vont à l'encontre de notre développement, de notre émancipation. Leur programme n'est pas faisable. Et quand on me parle de « Français de souche », je suis quoi, moi ? Comment on me considère quand je marche dans les rues de Paris ? Ces concepts-là nous visent directement. Je me battraï pour démystifier tout ça auprès de la population. Mais au-delà de ça, le vrai problème c'est l'offre politique. La nature a horreur du vide. Les candidats aux présidentielles qui viendront ici devront répondre à nos questions, sur la colonisation, sur notre développement, sur notre vision économique à dix, quinze, vingt ans. On a eu sept ministres des Outre-mer successifs, aucun issu de nos territoires. Ça doit interpellier. Et nous, parlementaires ultramarins, on doit imposer nos sujets dans cette campagne présidentielle. Ce n'est pas une option. C'est une nécessité. ■

*Propos recueillis par
Laurianne Nomel*



RICHÈS KARAYIB

let's make the Caribbean Bigger!



TOUT NOTRE PATRIMOINE PROTÉGÉ ET CLASSÉ, SUR UNE SEULE CARTE.

Découvrez le patrimoine de la Martinique

122 MONUMENTS

29 COMMUNES

3 LANGUES



CARTE INTERACTIVE
GRATUITE & ACCESSIBLE
TOUTE L'ANNÉE
richeskarayib.com/rk-patrimoine



122 LIEUX
122 HISTOIRES
UNE MÉMOIRE
COMMUNE

PORTRAIT

de producteur de bananes



CHRISTOPHER CHRISTINE

| La banane et la yole, deux combats,
une même philosophie



La banane et la yole :

deux combats, une même philosophie...

À 31 ans, Christopher Christine cumule deux engagements qui résument à eux seuls une certaine idée de la Martinique. Exploitant agricole au Lorrain depuis 2019, 4 hectares de bananes, un élevage de petits ruminants, un verger, il est aussi équipier sur la yole Cottrell Leader Mat du François, avec laquelle il a remporté le Tour des Yoles 2026. Deux univers exigeants, deux formes de compétition, une seule devise : s'accrocher et aller jusqu'au bout.

Sous son hangar hérité de son grand-père, entre les régimes de bananes et les outils agricoles, Christopher Christine parle avec la même passion qu'il met à gérer ses plants de banane ou à positionner son corps sur une yole. Scolairement, l'enfant du Lorrain n'a pas tout de suite opté pour l'agriculture. Pourtant, son père était éleveur de bovins à titre secon-

daire et son grand-père avait des terres qu'il cultivait. Christopher Christine, lui, a d'abord décroché un bac STG. « J'ai un bac comptabilité, non pas du tout dans l'agriculture », dit-il en souriant. C'est après le lycée qu'il opère sa reconversion : un BTSA DARC (Développement de l'agriculture des régions chaudes) puis une licence en agriculture biologique, conseil et développement. Deux ans de stage chez son oncle installé sur les mêmes terres familiales. « J'ai pris goût. À la base c'est l'élevage que j'aimais, mais je me suis spécialisé en banane export. »



Planter des bananes, ce n'est pas seulement produire. C'est aussi faire vivre une terre, préserver un savoir-faire et construire quelque chose pour les générations qui viendront après nous. »

En 2019, il s'installe officiellement. À 24 ans. Sans être fils d'agriculteur au sens strict, ce qui, selon le Lorrinois, dans ce milieu, change tout. « L'installation n'est pas forcément évidente quand on n'est pas issu d'une famille d'agriculteurs. On n'a pas forcément le véhicule, les machines. » Son tracteur, il ne l'a reçu qu'en 2023 soit quatre ans après son installation. « Chaque semaine, je devais me caler entre faire ma récolte et remettre le matériel à mon oncle. Je n'étais pas libre. »

UNE EXPLOITATION FRAGILE DANS UN SECTEUR EN TENSION

Aujourd'hui, Christopher Christine gère 4 hectares de bananes export, un salarié, quelques caprins et ovins, et un verger qu'il vient de planter. Il y a de la fierté dans sa voix, mais aussi une lucidité sans concession sur les conditions du métier. « Beaucoup d'exploitations sont fragiles. On fait face à des problèmes socio-économiques : la main-d'œuvre, les maladies des cultures, la dépendance au marché. » La cercosporiose, champignon qui attaque les feuilles du bananier, l'oblige à des passages d'effeuillage hebdomadaires. Sans ça, le fruit entre en maturation précoce et arrive mûr en France, rendant la récolte invendable. « Notre fruit doit partir d'ici et arriver en France vert. S'il arrive mûr, on n'est pas payé. » Le modèle économique est précaire par nature. « L'objectif quand tu es agriculteur, c'est d'avoir de la trésorerie. Comme ça, quand tu arrives dans une période difficile, tu as de quoi manger et entretenir ta plantation. Les aides financières ne sont pas suffisantes. Vous avez le temps de bien galérer avant de toucher une subvention. »

Ce qu'il regrette le plus, c'est l'absence de solidarité entre agriculteurs martiniquais. « Si on était plus solidaires, on serait beaucoup plus loin. C'est ce qui manque dans ce métier en Martinique. » Il le dit sans amertume, comme un constat qu'il faudra bien un jour transformer en action collective.

LA YOLE COMME EXUTOIRE ET ÉCOLE DE VIE

C'est un ami yoleur qui l'a entraîné dans cet autre monde. « Je regardais des vidéos avec lui pendant les cours. Je me disais que c'était un truc qui m'attirait, le côté physique. » Il fait ses premiers tours en mer, intègre une première association, reste six ans. Depuis quatre ans, il navigue avec Cottrell Leader Mat du François et fait le trajet depuis le Lorrain deux soirs par semaine, après ses



« Ce qui manque à notre agriculture, ce n'est pas le courage des planteurs, c'est la solidarité. Si on apprenait à travailler davantage ensemble, on pourrait aller beaucoup plus loin. »

journées aux champs, plus le dimanche pour les compétitions ou les entraînements.

Le Tour des Yoles 2026, il l'a remporté. Et il ne cache pas que c'était l'objectif depuis le départ. « Depuis ma première course de yole en 2016, c'était pour gagner. Et depuis que je suis avec Cottrell, l'objectif c'est de tout gagner. » Mais la yole, pour lui, c'est aussi et surtout un équilibre. « Je ne peux pas être exploitant agricole et faire que ça. Il faut extérioriser, avoir un hobby. La mer, c'est ce qui me permet de me ressourcer. » Il voit dans cette double vie une co-



hérence profonde. « La yole et la banane, ce sont deux symboles forts de la Martinique. Je n'ai pas forcément d'explication liée à ça. C'est le destin. Mais quand on prend du recul, c'est un beau parcours. » Les deux univers lui ont appris la même chose : pour réussir, il faut des sacrifices et de la régularité.

UN MESSAGE AUX JEUNES

À ceux qui veulent se lancer dans l'agriculture, il ne cache rien. « Je leur dis : est-ce qu'ils sont prêts ? Il va leur falloir beaucoup de courage. Si tu as un emploi bien payé, réfléchis à deux fois. » Mais il ajoute aussitôt : « Si tu aimes ce que tu fais, tu vas réussir. » Son exploitation, il la compare à un nourrisson. « L'objectif, c'est de le faire grandir, évoluer, et d'avoir une belle exploitation. Je suis encore au début. » À la yole, il invite les jeunes sans réserve. « C'est un beau sport. Humainement, physiquement, ça vous forge. Ça change un homme. »

À 31 ans, Christopher Christine n'a pas fini de construire. Ni sur l'eau, ni sur la terre. ■

Laurianne Nomel



« Dans la banane, rien n'est jamais acquis. Il faut être présent tous les jours, anticiper les difficultés et continuer à avancer, même quand les résultats ne sont pas au rendez-vous. »



**REGARDEZ
LA VIDÉO**



ROCKET
Since 1952

SE **ROCKET** NOU LE !

**OFFRE
SPECIALE !**



REPRISE DE VOTRE BATTERIE USAGÉE

DUCOS
ZI de Champigny
0596 56 00 31

LE FRANÇOIS
Z.I de Trianon
0596 56 40 04

SAINTE-MARIE
Quartier Union
0596 54 85 15

LE MARIN
Z.A Artimer
0596 74 93 59

ROSETTE

**TÉLÉCHARGEZ
L'APPLICATION
MON E.LECLERC,
VOTRE ASSISTANT
PERSONNEL DE COURSES.**

- Votre carte E.Leclerc dématérialisée
- Tous vos bons de réduction
- Tous vos catalogues
- Votre liste de courses à partager



APPLICATION MON E.LECLERC

Votre assistant personnel de courses.



Patrimoine et Culture...

Le Saint-Esprit fait du patrimoine un projet de ville

Premier Centre culturel de rencontre labellisé en Outre-mer, Saint-Esprit a placé la culture et le patrimoine au cœur de son développement. Fred-Michel Tirault, maire de la commune, et Yaïssa Arnaud-Bolivar, directrice de la culture et du CCR Les Coulisses, expliquent comment cette ambition s'est construite, ce qu'elle change pour les habitants et comment elle s'articule avec les autres grands dossiers municipaux.

Antilla : Le label Centre culturel de rencontre obtenu en juillet 2025 marque-t-il l'aboutissement de la politique culturelle engagée depuis 2014 ?

Fred-Michel Tirault : C'est une reconnaissance très importante, mais je ne parlerais pas d'aboutissement, parce que le travail continue. Lorsque nous sommes arrivés en 2014, nous avons annoncé que Saint-Esprit devait devenir, en une dizaine d'années, une capitale culturelle du Sud. Certains ont pu trouver cette ambition surprenante, surtout dans une commune qui devait en même temps redresser ses finances. Pourtant, nous considérons déjà que la culture ne devait pas servir de variable d'ajustement. Elle pouvait redonner de la fierté aux habitants, attirer du public, soutenir le tourisme et créer de l'activité.

Nous avons ouvert et inauguré la **médiathèque**, qui est devenue un équipement central. Nous avons ensuite créé un établissement public culturel, opérationnel depuis 2024. Le 4 juillet 2025, **Les Coulisses, Centre des Arts, Patrimoine et Création**, est devenue le vingt-quatrième Centre culturel de rencontre et le premier en Outre-mer. La procédure a duré trois ans. Il y a eu des visites, des vérifications et un véritable examen de notre capacité à faire vivre le projet. Ce label n'est donc pas une simple plaque posée sur un bâtiment. Il nous donne de la vis-

ibilité, nous inscrit dans un réseau et nous oblige à maintenir un niveau d'exigence.

Yaïssa Arnaud-Bolivar : La décision politique a compté, et il fallait la rendre concrète. Nous avons commencé par travailler sur le regard que les Spiritains portaient sur leur ville. Là où certains voyaient seulement de vieilles maisons, parfois très dégradées, nous avons parlé d'architecture et de patrimoine. Là où l'on voyait des espaces verts agréables, nous avons montré un environnement naturel et un cadre de vie exceptionnels. Nous avons également remis en lumière le **patrimoine humain et immatériel**, avec des figures comme **Gilbert Gratiant**, pionnier de l'écriture en créole, **Térèz Léotin**, ou **Henri Melon**, autour duquel un colloque consacré au théâtre populaire martiniquais est prévu en octobre 2027.

Le premier enjeu était intérieur. Il fallait que les habitants puissent se dire que leur commune était riche, belle et porteuse d'une histoire. L'ouverture vers l'extérieur est venue ensuite. Le label confirme aujourd'hui cette rencontre entre un site patrimonial, un projet artistique et une population.

Antilla : Comment avez-vous fait pour que les habitants s'approprient cette ambition culturelle et patrimoniale ?

Yaïssa Arnaud-Bolivar : L'adhésion n'a pas été immédiate. Des habitants se demandaient pourquoi la Ville consacrait autant d'énergie à la culture. **Nous avons donc décidé de sortir des murs.** Nous sommes allés dans les quartiers, à Baldara, à Grand-Bassin et ailleurs, avec des spectacles en plein air, des ateliers, des rencontres et des projets auxquels la population pouvait prendre part. La culture ne devait pas être réservée à ceux qui fréquentent déjà les équipements culturels.

Le travail mené avec **Véronique Kanor** en est un bon exemple. Avec **Andidan Déwò Là**, elle a construit un portrait poétique et documentaire du Saint-Esprit à partir des habitants. Des paroles ont été recueillies, des intérieurs photographiés, une case a été reconstituée, des enfants ont participé à des ateliers. Près de 400 personnes ont vu l'installation. Le projet a ensuite intéressé le Théâtre de Macouria, en Guyane, ainsi que d'autres partenaires. Quand une création née de votre quartier commence à voyager,



« La culture n'est pas une variable d'ajustement, elle participe pleinement au développement, à l'attractivité et à la fierté du Saint-Esprit. »

**« Nous avons commencé par changer
le regard des Spiritains sur leur ville,
pour qu'ils prennent conscience de la richesse
de leur patrimoine. »**





« Notre projet est profondément ancré au Saint-Esprit, mais il doit aussi permettre aux artistes, aux œuvres et aux habitants de dialoguer avec la Caraïbe, le Bénin et le reste du monde. »

vous ne regardez plus votre territoire de la même manière.

Les Journées Européennes du Patrimoine 2026 ont confirmé cet intérêt, avec une fréquentation plus forte que prévu. Le **Parcours Création** propose désormais quinze étapes mêlant œuvres, lieux, rencontres et contenus numériques. Des artistes de Martinique, du Bénin, de La Réunion, d'Haïti, de Guadeloupe ou du Brésil y ont participé. Nous avons aussi rendu hommage à **Léona Gabriel**, avec une réinterprétation de **Pascal Pidibi** et la participation de la jeune Spiritaine **Lora**. L'objectif reste le même, faire dialoguer la mémoire, la création actuelle et les nouvelles générations.



Fred-Michel Tirault : La culture, le patrimoine bâti, la rivière, les paysages et les femmes et les hommes qui ont marqué Saint-Esprit forment un même ensemble. La commune compte une vingtaine de maisons protégées ou repérées pour leur intérêt patrimonial. Mais un patrimoine ne vit que si les habitants s'y reconnaissent. C'est ce qui a changé progressivement.

Antilla : Quelle identité artistique donnez-vous au CCR Les Coulisses, et quelle place occupent les coopérations internationales ?

Yaïssa Arnaud-Bolivar : Le projet est fortement orienté vers les

écritures contemporaines, la dramaturgie et la création en résidence. Mais une résidence ne consiste pas seulement à donner un lieu de travail à un artiste. Chaque accueil doit créer une relation avec le territoire, les scolaires, les seniors, les habitants et les professionnels. Il peut y avoir des ateliers, une rencontre, une restitution publique ou un temps de travail partagé.

L'ouverture internationale est importante. Nous avons une coopération ancienne avec le **Centre culturel de rencontre international John Smith de Ouidah, au Bénin**. En 2025, ce partenariat a été renouvelé et une convention-cadre a été signée. Des auteurs ont travaillé à Ouidah, notre équipe s'est rendue au festival Sin'Art et de nouvelles collaborations ont été engagées. **Nous travaillons aussi dans la Caraïbe**. La prochaine étape est de renforcer les liens avec la Jamaïque et les territoires insulaires de l'OECO. Il ne s'agit pas de choisir entre le local et l'international. Notre projet est solidement ancré au Saint-Esprit, et c'est justement cet ancrage qui lui permet de dialoguer avec d'autres territoires.

L'équipe reste resserrée et s'appuie sur des partenaires ainsi que sur des volontaires de solidarité internationale accueillis avec France Volontaires. Un volontaire béninois travaille en ce moment et pendant douze mois sur notre patrimoine, la promotion du territoire. Il a par exemple contribué à la création du Parcours Création. Ces échanges font circuler des artistes, mais aussi des méthodes et des compétences.



Concert Hommage à Léona Gabriel par Pascale PIDIBI dans l'écrin de verdure du Parcours de Santé du Saint-Esprit

FONDATION CLÉMENT

EXPOSITION

18.09 – 01.11.2026

ROSEMAN ROBINOT

MÉMOIRES ARTICULÉES

L'enTTre-deux du douvan jou...



www.fondation-clement.org

ACCÈS GRATUIT

Habitation Clément
Le François - Martinique
Ouvert tous les jours
de 9h à 18h30

Antilla : Au-delà de l'image de la commune, quelles retombées cette politique produit-elle concrètement ?

Yaïssa Arnaud-Bolivar : Les retombées sont très concrètes. En 2024, nous avons acheté environ 290 nuitées auprès d'hébergeurs locaux. Les artistes et les volontaires sont logés sur le territoire, ils mangent sur place et utilisent des services. Chaque résidence ou événement peut mobiliser des techniciens, des prestataires de son et de lumière, des artisans, des fleuristes, des restaurateurs et des associations chargées d'une buvette ou de la restauration. Une partie des dépenses culturelles revient donc directement dans l'économie locale.

En 2025, nous avons accueilli quinze résidences et quarante-deux artistes. Le CCR a organisé **58 événements et touché 2 530 personnes.** Dix-sept ateliers ont été menés avec les scolaires, auxquels s'ajoutent des ateliers pour les seniors et le grand public, des rencontres professionnelles et des restitutions. Les chiffres montrent l'activité, mais le résultat le plus intéressant est peut-être la coopération qui se crée. Des professionnels martiniquais rencontrent des artistes venus d'ailleurs, et des acteurs locaux qui se connaissaient peu commencent à construire des projets ensemble.

Fred-Michel Tirault : C'est exactement pour cela que je refuse d'opposer culture et développement. La culture fait travailler des entreprises et des associations, elle fait venir des visiteurs et elle rend la commune plus visible. Elle crée aussi quelque chose de moins mesurable, la confiance. Ce n'est pas secondaire.



« Restaurer la mairie, transformer l'ancien abattoir et réhabiliter les maisons abandonnées, c'est préserver notre patrimoine tout en redonnant vie au centre-bourg. »

Antilla : Quels chantiers vont maintenant donner une traduction visible à cette politique du patrimoine et du cadre de vie ?

Fred-Michel Tirault : Le premier grand chantier concerne l'**hôtel de ville**, construit en 1924. L'architecte a été retenu et les travaux doivent commencer au premier trimestre 2027. L'opération représente plus de 4,2 millions d'euros. Elle associe la commune, l'État à travers le Fonds exceptionnel d'investissement, les fonds européens, la Fondation du patrimoine et le Loto du patrimoine. La contribution de la Fondation atteint 500 000 euros. Nous conserverons l'aspect extérieur du bâtiment, mais l'intérieur sera redistribué et rendu accessible, notamment avec un ascenseur extérieur. Nous voulons aussi travailler avec les Compagnons de France afin que les matériaux et les techniques de restauration soient transmis.

L'ancien abattoir, construit en 1939, deviendra le siège du Centre culturel de rencontre. Ses murs seront conservés. Les travaux doivent commencer avant la fin de 2026, durer environ un an et permettre une livraison à la fin de 2027. En face, la Ville a acheté le terrain de l'ancienne station-service. Nous y prévoyons une place paysagère, un stationnement arboré et une fontaine. L'ensemble doit transformer l'entrée du bourg.

Les distinctions **"Trois Fleurs"** et **"Trois Feuilles"** s'inscrivent dans la même logique. Le Label Trois Fleurs ne récompense pas seulement le fleurissement. Le jury regarde le cadre de vie, l'entretien, la sensibilisation dans les écoles, les ateliers de jardinage et la participation des habitants. Trois Feuilles reconnaît notre engagement écologique, notamment l'arrêt des pesticides dans les espaces publics. Nous avons aussi accompagné la démarche zéro chlordécone portée par un agriculteur spiritain et un collectif. Elle est moins active aujourd'hui, mais elle a contribué à faire avancer le sujet. Je souhaite également que la Martinique relance une véritable dynamique autour des villes fleuries.

Antilla : La revitalisation du bourg passe aussi par le logement, l'urbanisme et la lutte contre les mai-



sons abandonnées. Quelle est votre méthode ?

Fred-Michel Tirault : L'indivision bloque de nombreuses maisons. Notre premier réflexe n'a pas été de récupérer les biens, mais d'aider les familles à sortir de l'impasse. Nous avons organisé des rencontres avec le service urbanisme, des notaires, des géomètres, le GIP titrement, les organismes sociaux, les bailleurs et l'Espace Sud. La commune peut également soutenir certaines démarches. Lorsque le bien est réellement abandonné et qu'aucun propriétaire ne se manifeste, les procédures de bien sans maître ou d'abandon manifeste peuvent être utilisées. Le bâtiment peut alors être sécurisé, restauré et remis sur le marché pour une famille, une activité ou un jeune entrepreneur. C'est préférable à une ruine laissée au milieu du bourg.

Le programme "**Petites Villes de demain**" nous apporte aujourd'hui une ingénierie technique et financière, mais la commune avait commencé ce travail avant. Notre plan local d'urbanisme a été préparé entre 2017 et 2020, puis adopté en 2020, avec une vision à quinze ou vingt-cinq ans. Le parcours santé s'inscrit dans cette organisation. La **future passerelle** entre L'Avenir et le bourg aussi. Elle permettra de traverser la rivière des Coulisses à pied en quelques minutes, alors qu'il faut aujourd'hui faire près de deux kilomètres en voiture. Les travaux doivent être engagés avant la fin de 2026.

Sur le **logement social**, je ne souhaite pas reproduire systématiquement le modèle d'immeubles de trois ou quatre étages, avec de très petites terrasses, pour des familles avec enfants. Saint-

Esprit n'atteint pas le seuil de 25 %, mais nous devons d'abord regarder le parc existant. On parle d'environ 38 000 logements vides ou abandonnés en Martinique, alors qu'environ 10 000 personnes recherchent un logement et que la population diminue. **Il faut orienter davantage la Ligne budgétaire unique et les crédits du logement vers la réhabilitation.** Une maison remise en état, avec un petit jardin, peut répondre aux besoins d'une famille, préserver le patrimoine et redonner de la vie au centre-bourg.

Le Saint-Esprit résiste d'ailleurs mieux que d'autres communes à la baisse démographique. Nous avons gagné environ cinq à six cents habitants en une dizaine d'années et dépassé les 10 200 habitants. À l'échelle de la Martinique, les jeunes partent étudier dans l'Hexagone, au Canada, aux États-Unis ou parfois en Chine, puis reviennent souvent tard. La natalité est autour de 1,3 enfant par femme, alors que la population vit plus longtemps. L'emploi et le logement sont donc déterminants si nous voulons que les jeunes puissent rester ou revenir.



Le Saint-Esprit résiste d'ailleurs mieux que d'autres communes à la baisse démographique. Nous avons gagné environ cinq à six cents habitants en une dizaine d'années et dépassé les 10 200 habitants.

Antilla : Vous avez engagé ces projets alors que la commune sortait d'une situation financière très difficile. Où en est le redressement, et quel regard portez-vous sur les finances des collectivités martiniquaises ?

Fred-Michel Tirault : À notre arrivée en 2014, l'audit a révélé que les comptes n'étaient pas sincères. La chambre régionale des comptes suit

la commune depuis 2015. La caisse des écoles avait plus de deux millions d'euros de déficit. Aujourd'hui, la commune, le CCAS et la caisse des écoles sont revenus à une situation correcte. Nous avons annoncé que le redressement prendrait dix ans, il nous en a fallu neuf.

Le **contrat de redressement Outre-mer** signé avec l'État en 2023 a accéléré le processus. Saint-Esprit faisait partie des quatre communes retenues. Le COROM apporte une aide financière, mais aussi de l'expertise en comptabilité, en ressources humaines et en organisation. La qualité des comptes et les délais de paiement se sont améliorés. La note de la commune est passée de 4 sur 20 à 17 sur 20. Je comprends que certains maires puissent craindre une forme de contrôle de l'État, mais les objectifs sont co-construits avec la commune. Ils doivent être réalistes. Le préfet et le sous-préfet ont surtout un rôle d'accompagnement.

Plus largement, les collectivités doivent se recentrer sur leurs priorités. On dit qu'elles ont moins d'argent, ce qui est vrai, mais elles souffrent aussi de la dispersion. La commune, l'intercommunalité et la CTM veulent parfois intervenir sur les mêmes sujets. Or chacun doit d'abord exercer correctement ses compétences. La situation des communes s'est globalement améliorée et les intercommunalités restent relativement stables. La désorganisation financière de la CTM pèse en revanche sur l'ensemble du territoire. Il faut arrêter de gérer au jour le jour et retrouver une vision à cinq, dix ou vingt-cinq ans.

Antilla : Dans ce contexte, pourquoi vous opposez-vous à la suppression de l'octroi de mer ?

Fred-Michel Tirault : Parce que présenter sa suppression comme la solution à la vie chère est une fausse bonne idée. L'octroi de mer représente entre 35 et 40 % des ressources de certaines communes, et parfois près de 50 % pour les plus petites. Si cette recette disparaît sans

compensation fiable, que fait-on des services publics et des emplois communaux ? Dans certaines collectivités, cela pourrait remettre en cause une part très importante des effectifs.

Son poids dans le prix final est, selon les chiffres que je cite, inférieur à 3 ou 4 %. Cela ne signifie pas qu'il ne faut rien revoir. Il faut travailler sur la formation des prix, les marges et la transparence. Mais regardons les comparaisons jusqu'au bout. La Guyane n'applique pas la TVA et certains produits y restent pourtant plus chers. La TVA est de 8,5 % en Martinique et de 20 % dans l'Hexagone, personne ne propose pour autant de la supprimer. Certains postes, comme l'alimentation ou le logement, sont plus coûteux ici ; d'autres, comme l'électricité ou le carburant, le sont moins. Le consommateur a aussi un pouvoir et doit davantage comparer. On ne réglera pas la vie chère avec un slogan.

Antilla : Vous présentez enfin la culture et le sport comme des outils de prévention. Comment les reliez-vous aux questions de jeunesse et de sécurité ?

Fred-Michel Tirault : La sécurité ne commence pas avec une caméra, un gendarme ou une patrouille. Ces outils sont nécessaires, nous avons développé la vidéoprotection et Saint-Esprit fait partie des communes plutôt préservées du Sud. Mais lorsqu'un jeune de seize ans est tué, il faut regarder ce qui n'a pas fonctionné bien avant. À douze ou treize ans, il est encore possi-



ble d'agir. Le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance réunit l'Éducation nationale, les parents, les bailleurs et les services concernés pour repérer les situations le plus tôt possible.

Je le dis souvent de manière directe : **"nous n'aimons pas assez nos enfants, au sens où nous ne leur donnons pas toujours assez de temps et d'attention"**. Nous parlons beaucoup de téléphones, de voitures ou

de rassemblement festifs, mais il faut être présents dans leur quotidien. À Saint-Esprit, les enfants fréquentent la médiathèque dès la crèche. Il y a des livres, des chasses au trésor, des soirées pyjama. Le sport joue le même rôle. Un city-stade doit ouvrir sur le parcours santé, avec un accès libre. Les jardins, les activités culturelles et les événements de quartier créent aussi un sentiment d'appartenance.

Il faut enfin raconter ce qui fonctionne. Les médias doivent parler des difficultés, mais ils peuvent aussi montrer le travail des agents, des élus, des associations et des habitants. Nous avons, par exemple, installé des réserves d'eau dans les écoles pour que les coupures n'interrompent plus les cours. Ce sont des résultats concrets. La Martinique a aussi de nombreux motifs de fierté, sa longévité, ses artistes, son patrimoine et sa capacité à créer.

Yaïssa Arnaud-Bolivar : On évoque parfois la responsabilité des artistes dans la montée de violence. Mias là aussi, nous, le public, les programmeurs et diffuseurs avons également une responsabilité. Nous demandons des artistes engagés, mais nous partageons surtout les chansons faites pour danser. Meryl,



« Pour finir, j'ai plaisir à vous partager le bilan artistique du CCR, qui rend compte des projets 2025. Nos défis et projets pour la saison 2026-2027 : développer la coopération avec notre environnement géographique à travers une collaboration accrue avec la Jamaïque, mais aussi avec l'ensemble des territoires insulaires de l'OECO. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés sur cette nouvelle passerelle qui vient s'ajouter à notre coopération nourrie et ancienne avec le Bénin. Au plaisir... »

Yaïssa Arnaud-Bolivar, directrice du CCR Les Coulisses

artiste de la scène urbaine originaire du Saint-Esprit, a récemment pointé du doigt cette tendance en rappelant qu'elle fait aussi des chansons "conscientes", qui ne trouvent pas échos dans les médias ou sur les réseaux. C'est pareil pour les livres. Nous avons des auteurs, des éditeurs et des œuvres de qualité, mais lisons-nous suffisamment ce qui est publié ? Soutenir la culture locale et encourager une production de qualité, c'est aussi l'écouter, la lire, l'acheter et la faire circuler. ■

Philippe Pied

CCR LES COULISSES, LE BILAN ARTISTIQUE 2025

Les chiffres. Le CCR a accueilli 15 résidences, dont quatre résidences d'écriture, cinq de création, une de recherche, trois de médiation et deux d'adaptation. Quarante-deux artistes en ont bénéficié. Le bilan recense 58 événements, avec six sorties de résidence, 21 rencontres-spectacles, 17 ateliers scolaires, quatre ateliers grand public, quatre ateliers seniors et neuf rencontres professionnelles. Au total, 2 530 personnes ont été touchées, dont 606 enfants ou scolaires, 106 professionnels de la culture et 1 818 adultes.

Les résidences. Gisèle Pineau, Le Journal de la Fille-Panthère ; Daniel Berté, L'Exil forcé des Béhanzin en Martinique ; Véronique Kanor, Andidan Dèwò Là ; Yawa et Florent Couao-Zotti, Festival Mai.Poésie ; Kolektif Tantak, Dé Lanuit Kolé ; Yure Romão, Ana Laura Nascimento et Kayodê Encarnação, Résonances, Des Révoltes silencieuses ; Lazaro Benitez Diaz, Occupation II ; Karine Taïlamé, Cartographies intimes ; Yasmine Modestine, L'Origine du café ; Lolita Monga, La Bou sou la Po ; Anne-Alex Psyché, La Magie des pierres ; Jessica Oublié, Par la main ; Ven et Nelson Rafaell Madel, Manman B(l)o ; Laurent Troudart, A-t-on besoin d'un énième Sacre du Printemps ? ; Véronique Kanor et Célimène Daudet, Je crois qu'il va pleuvoir.

Les temps forts. Les artistes accueillis venaient de Martinique, de Guadeloupe, de Guyane, de La Réunion, du Bénin, d'Haïti, de Cuba, du Brésil et de l'Hexagone. L'année a été marquée par le programme Courants du Monde, le festival Ceïba, la cérémonie de labellisation du 4 juillet devant près de 330 personnes, les Journées européennes du patrimoine, la mission Sin'Art au Bénin, le festival PASS en Guyane et les rencontres annuelles du réseau des Centres culturels de rencontre.

140 YEARS OF INNOVATION



GLA

Jusqu'au 31 octobre,
5 ans de garantie
+ 5 ans d'entretien
Jusqu'à 60 000km*.

Welcome home.

Mercedes-Benz SOCAUMAR - c/o Autos GM Acajou - Le Lamentin +596 596 58 9100

Modèle présenté : GLA 180 AMG Line. Consommation combinée : 6,6 l/100 km. Émissions totales de CO₂ (combinées) : 144 g/km. * Offre réservée aux particuliers et valable jusqu'au 31 octobre 2026 inclus. Dans la limite des stocks disponibles. Pour toute commande d'un véhicule neuf du 1er octobre au 31 octobre 2026 inclus chez SOCAUMAR, concessionnaire Mercedes-Benz, Contrat de service CompleteCare de 60 mois ou 60 000 km, premier terme atteint, sous conditions. Voir détail des prestations, exclusions et tarifs en concession ou sur le site internet www.mercedes-benzsocaumar.com.



Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

■ COMPTABILITÉ :

Dans les coulisses du plus grand rassemblement d'experts-comptables de France

Pendant plusieurs jours, la profession comptable s'est réunie à Paris à l'occasion du 81^e Congrès de l'Ordre des experts-comptables. Près de 8 500 congressistes se sont retrouvés à l'occasion de ce grand rendez-vous national, placé cette année sous le thème de « La (Re)Fondation ».

Congrès, assemblées, rencontres professionnelles et institutionnelles : plusieurs temps forts ont rythmé cette édition 2026, offrant autant d'occasions d'échanger, de partager les expériences et de réfléchir collectivement aux transformations de notre profession.

Car être expert-comptable, ce n'est pas exercer un métier isolé dans son cabinet. Notre profession évolue au cœur d'un écosystème composé d'entrepreneurs, d'institutions, d'administrations, de partenaires, d'organisations professionnelles mais aussi de décideurs publics.

COMPRENDRE ET PARTAGER LES RÉALITÉS DE LA PROFESSION

Ces rassemblements permettent de confronter les expériences et de partager les réalités vécues dans les différents territoires.

Pour la Martinique, comme pour les autres territoires d'Outre-mer, cette dimension est particulièrement importante. Éloignement géographique, coûts d'approvisionnement, étroitesse des marchés, accès au financement, tensions sur certaines compétences, dispositifs réglementaires ou fiscaux : autant de paramètres qui peuvent donner une dimension différente aux problématiques rencontrées par nos entreprises.

Les experts-comptables sont aux premières loges pour les observer.



(de gauche à droite)
Assemblée nationale -
Adrien COMLAN, Vice-
président du CROEC
en charge du numé-
rique, Valérie-Anne
LAUHON, Présidente
CROEC, Mickaël
MANSCOUR, Trésorier
du CROEC

En accompagnant quotidiennement les chefs d'entreprise, ils mesurent directement les effets très concrets des décisions économiques et réglementaires sur leurs activités.

« LA (RE)FONDATION » : PENSER L'AVENIR DE NOTRE PROFESSION

Le thème de ce 81^e Congrès, « La (Re)Fondation », nous invite aussi à nous interroger sur ce qui fonde notre métier et sur la place que nous souhaitons occuper demain auprès des en-

treprises.

Dans un environnement en profonde transformation, il ne s'agit plus seulement d'adapter nos outils ou nos méthodes de travail. Il s'agit aussi de réfléchir collectivement à la valeur que nous apportons, à l'évolution de nos missions et à notre capacité à demeurer des acteurs essentiels de l'économie.

Cette réflexion concerne pleinement les Outre-mer. **Nos réalités ne sont pas périphériques aux réflexions nationales : elles doivent pouvoir y contribuer.**

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES TERRITOIRES

Ces rencontres constituent également un moment privilégié pour créer un dialogue direct avec les décideurs et les représentants institutionnels.

Au-delà des textes et des chiffres, ces échanges permettent de faire remonter les réalités du terrain : le quotidien des cabinets, les attentes des chefs d'entreprise, leurs difficultés et les transformations qui redessinent aujourd'hui la relation entre l'expert-comptable et l'entrepreneur.

Échanger avec celles et ceux qui participent à l'élaboration des politiques publiques permet également de mieux faire comprendre les conséquences concrètes de certaines réglementations et les conditions dans lesquelles elles sont mises en œuvre dans nos territoires.



« Notre métier ne se limite plus à accompagner les entreprises dans leurs obligations comptables. Nous devons aussi les aider à anticiper les mutations économiques et à préparer leur avenir. »

Pour les professionnels de Martinique et, plus largement, des Outre-mer, l'enjeu est donc double : **prendre pleinement part aux réflexions qui façonnent l'avenir de la profession tout en faisant entendre les réalités propres à nos territoires.**

Car derrière un cadre national commun peuvent exister des conditions d'exercice et des contraintes économiques très différentes.

ÊTRE PRÉSENTS POUR CONTRIBUER

Ces grands rendez-vous professionnels sont donc bien plus que des temps de rencontre. Ils sont des espaces de dialogue, de représentation et de construction collective.

Pour la Martinique et les Outre-mer, y être présents, c'est participer pleinement aux réflexions nationales, créer des passerelles avec les acteurs de notre environnement et contribuer à ce que nos réalités soient prises en compte.

Faire entendre nos spécificités ne signifie pas demander un traitement à part. C'est apporter notre expérience du terrain pour contribuer à construire des réponses adaptées et efficaces pour les entreprises que nous accompagnons.

Et peut-être est-ce aussi cela, « La (Re)Fondation » : construire collectivement l'avenir de notre profession, sans perdre ce qui fait sa force, tout en veillant à ce que **chaque territoire puisse pleinement prendre part aux transformations qui la dessinent.** ■



Les experts-comptables d'Outre-mer en compagnie de Damien CHARRIER, président du Conseil National des experts-comptables (CNOEC) et Katy HOARAU, Présidente adjointe du CNOEC et Présidente du comité Outre-mer (au centre)

■ CATHERINE THÉODOSE :

L'art de voir ce que les autres ne regardent plus

Venue de Dordogne par amour, Catherine Théodose a fait de la Martinique sa terre de lumière et de peinture. Professeure de dessin pendant cinquante ans, de 1970 à 2020, elle expose jusqu'au 1er novembre à la Fondation Clément une série d'œuvres récentes intitulée «Contre vents et marées », un titre qui dit autant sur la nature que sur l'artiste qui a peint ces toiles.

Il faut d'abord connaître l'année qu'elle a traversée pour comprendre le titre. Contre vents et marées. Catherine Théodose ne cache pas que les douze mois qui ont précédé ce vernissage ont été « extrêmement difficiles » familialement, médicalement. Elle a peint malgré tout. Et ce qu'on voit sur ses toiles : de la douceur, de la lumière, du calme. Aucune trace apparente de la tempête intérieure. « C'est certain parce que c'est moi, dit-elle simplement. Mais je me suis battu pour arriver à sortir tout ça malgré ce qui m'est arrivé. »

UNE MARTINIQUE RECONSTITUÉE

Catherine Théodose peint d'après nature. Elle peint d'après mémoire et d'après carnets. Depuis que les petits appareils photo numériques existent, elle accumule des centaines de clichés — « pas des œuvres d'art, des croquis » partout où elle va. À l'atelier, elle reconstitue. « C'est une reconstruction à partir des endroits dans lesquels j'ai vécu. » Chaque tableau est une vision, pas une reproduction. Cette vision est celle d'une femme qui a passé 55 ans à regarder la Martinique avec les yeux de l'émerveillement. Née dans un petit village de Dordogne, formée aux Beaux-Arts dès l'âge de 12 ans, puis à l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs à Paris, elle a



suivi son mari martiniquais et posé ses valises sur l'île. Elle y a enseigné le dessin pendant cinquante ans. Elle y a fondé une famille. « La Villa Métisse, c'est pas pour rien », sourit-elle, évoquant ses petits-enfants « bien colorés, bien dorés, superbes ». Elle y a tout appris à regarder.

LA LUMIÈRE COMME OBSESSION

Ce qui la passionne, c'est la lumière. Celle du Prêcheur et du Carbet, « la plus précieuse pour moi ». Celle qui filtre entre les nuages après la pluie. Celle qui vient mourir derrière les Pitons du Carbet à la fin du jour. Le tableau le plus imposant de l'exposition représente cette vue

qu'elle avait depuis son logement de la Redoute : Fort-de-France, les Pitons, le soleil qui « fuit » en fin d'après-midi. « Comment je les attends, je les guette, ces moments-là. Hier, avec la pluie, il y avait des trouées lumineuses vers le Diamant. Tout le reste était noyé dans l'eau et là-bas, de petites lumières. C'était magnifique. »

Après 55 ans sur l'île, comment continue-t-on à voir ce que les autres ne voient plus ?

« J'ai une curiosité intense pour la nature. La moindre feuille, le moindre changement de couleur, la moindre lumière, c'est pour moi un cadeau. J'ai envie de le transmettre. »

La télé qui réveille



Zitata

Ma télé positive

Canal + : 31 | Orange : 9 | TV Caraïbes : 9 | SFR : 4 | TNT (bientôt) : 11

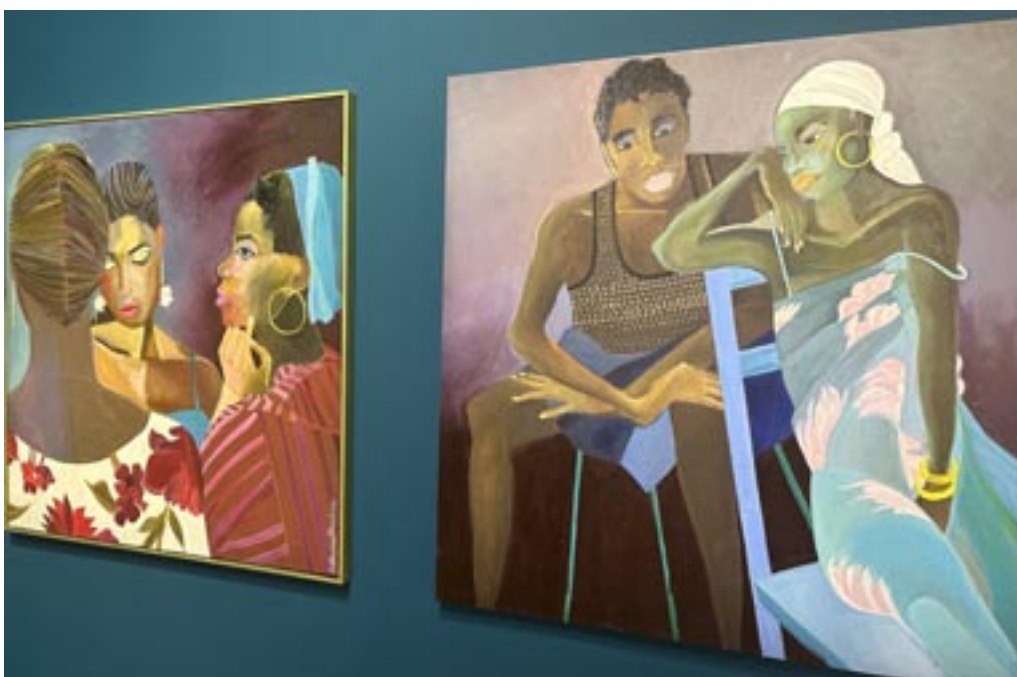
PEINDRE POUR L'AUTRE

Car Catherine Théodose ne peint pas pour elle. Elle peint pour ceux qui regarderont. « C'est comme un chanteur qui chante dans sa salle de bain, ça ne suffit pas. Il a besoin d'un auditoire. » Quand elle a ses pinceaux en main, elle pense à l'émotion que provoquera la lumière, à la façon dont le tableau sera interprété. « *J'en attends pas des louanges. J'en attends l'échange.* »

Ses toiles mêlent paysages et scènes de vie. Une queue devant la Sécurité sociale. Une famille qui attend l'arrivée d'une course de yoles au Diamant. Trois « milaneuses » qui commentent un couple d'amoureux. Des croquis faits en douce, lunettes de soleil sur le nez, dans la vie ordinaire martiniquaise qu'elle observe depuis un demi-siècle. « Je vis ce mélange complètement. Ça fait partie de ma vie. C'est une infinie richesse. »

L'exposition *Contre vents et marées* de Catherine Théodose est visible à la Fondation Clément, domaine de l'Acajou au François, jusqu'au 1er novembre 2026. ■

Laurianne Nomel





Véhicules
Utilitaires

Nouveau Transporter

Prêt pour vos missions



À découvrir
en concession

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer.

Autos GM
La Garantie des Grandes Marques

■ Thibaud Duval :

ou comment « *Décrire le nannan de nos scènes de vie avec powèzie* »

Architecte de métier, Thibaud Duval aime pourtant jongler avec les mots. Il se fait poète de la nostalgie à l'antillaise sur les réseaux sociaux. Avec succès. Près de 34 000 personnes suivent ses déambulations lyriques sur Instagram. Il donne le ton dès la description de son compte : « Décrire le nannan de nos scènes de vie avec powèzie. » Le jeune trentenaire a décidé de donner du corps à ses mots et de les mettre par écrit. Le résultat est le recueil *Fè an won*, sorti le 10 septembre. Il y jette pêle-mêle le français, le créole et une mémoire collective antillaise.



D'où vient ce goût pour la poésie ?

Les études d'architecture donnent toujours de la sensibilité face au monde. J'ai découvert que j'adorais écrire lors de mon mémoire. J'ai adoré écrire sur ma culture, ce que j'avais dans ma tête, dans mon cœur. J'ai fait mes études à Rennes et je voulais rentrer chez moi. Pour moi, c'était logique d'écrire un mémoire autour de l'architecture de chez moi d'autant plus que pendant les études on est arraché à notre façon de vivre en Martinique. Quand on est dans l'Hexagone, on construit face à un climat tempéré et c'est très bien puisque cela nous apprend une autre culture d'habiter. Mais je voulais comprendre comment c'était chez nous.



« Il suffit parfois d'un pain au beurre, d'une partie de dominos ou d'un Floup pour réveiller toute une enfance. Ce sont ces petits morceaux de notre mémoire collective que je veux préserver. »

Comment a commencé *Fè an won* ?

Depuis quatre ans, j'ai commencé *Fè an won* sur Instagram avec des balades poétiques. L'objectif était de voir quelque chose qui n'était pas forcément beau ni poétique mais de le rendre poétique dans une histoire. Quand on fait de la création de contenu, il faut savoir s'adapter à son public. Très vite, je me suis rendu compte que ce que je proposais était

trop « calme », sans variation. Dans notre culture, par les conteurs, on sent qu'il y a de la variation et de la nuance. C'est ce que j'ai commencé à faire avec *Fè an won* en faisant des hymnes comme celui du pain au beurre-chocolat, l'ode aux dominos. Il y a eu la séquence des « Papa, c'est quoi ? ». Sur les réseaux sociaux, il faut changer de format quasiment tous les six mois. Il y a donc pleins de sujets sur la vie quotidienne des Martiniquais. Je veux les raconter



« Je ne cherche pas à dire que la Martinique d'hier était meilleure que celle d'aujourd'hui. Je veux simplement raconter ce qui nous rassemble, ces souvenirs et ces habitudes qui font de nous ce que nous sommes. »

respectueusement mais avec humour et ironie. Mon crédo c'est la nostalgie. Je veux donner de la Martinique à ceux qui n'y sont plus. Ma communauté, c'est énormément la diaspora à travers le monde.

Quels sont les points communs entre Fè an won et l'architecture ?

On est dans des habitudes d'habiter. Ce n'est pas l'architecture avec un grand A. Quand on marche à Fort-de-France à 6 heures du matin, on a les mamies qui cuisinent déjà. Pour moi, c'est de l'architecture. J'aime comprendre comment on vit, comment on va à la plage ou à la rivière le dimanche, comment on vit les embouteillages. A travers les outils disponibles via les réseaux sociaux, carrousel, vidéo, texte, voix off, musique, je donne à comprendre nos us et coutumes d'habiter dans nos territoires.

Pourquoi vous êtes vous lancé dans Fè an won ?

Au départ, j'ai écrit Fè an won pour écrire une oralité mais c'est difficile de la faire. Par exemple, les blagues de famille, je voulais les écrire une bonne fois pour toute pour ne pas que ça se perde dans les méandres de la mémoire. Le livre est issu de poésies que j'ai écrites pour les

dire. Un compte sur les réseaux sociaux peut être supprimé alors je souhaitais ratifier mes écrits. Pour le livre, j'ai choisi les textes les plus forts. C'est une concrétisation d'avoir un objet. Des dessins accompagnent d'ailleurs certains poèmes. Ces dessins sont des QR codes. On peut alors entendre ma voix. Fè an won est un recueil poétique

augmenté. J'ai pu améliorer mon écriture que ce soit en français ou en créole mais il faut apprendre à réciter les mots, c'est un travail de rhétorique et de compréhension.

Pourquoi parlez-vous essentiellement de la Martinique ?

Je parle de ce que je connais donc de la Martinique. Si je parle de la Guadeloupe, c'est pour exprimer nos différences. Il faut savoir jouer avec les codes des réseaux sociaux notamment avec le rage bait mais avec parcimonie. En piquant une île sœur sur le chaudeau, la façon de jouer aux dominos, on se taquine. Je parle principalement de la Martinique certes mais il y a des thèmes dans lesquels la Guadeloupe et la



Guyane peuvent se retrouver : sargasses, coupures d'eau, la politique, une réflexion similaire par rapport à l'Etat français. Ce recueil de poèmes est une déclaration d'amour à la culture antillaise, la Martinique étant le réceptacle. Le sous titre du livre est « Ecrire nos scènes de vie avec poésie ».

Où trouvez-vous votre inspiration ?

Je trouve mon inspiration dans les scènes du quotidien, sur les réseaux sociaux. Je parle de quelque chose qu'on vit et que l'on a vécu et que peut-être on vit un peu moins. Mon objectif est de transformer cette connaissance propre aux Antilles et de le transcrire sur un format de réseaux sociaux. Je ne suis pas le seul à le faire. Lorsqu'un créateur de contenu partage une scène de vie, cela devient viral parce que ça parle à tout le monde peu importe la génération, la couleur de peau, la vision du monde. Par exemple, le Floup, c'est transgénérationnel. C'est un souvenir que l'on a tous eu tout comme le pain au beurre ou la façon de se préparer un feu. Au lieu de vivre ces moments, j'essaie d'y mettre des mots dessus avec poésie où je mélange le français, l'anglais et le créole. J'aime jouer avec les mots pour faire passer un message de nostalgie en général. J'apprends des mots tous les jours.

N'est-ce pas facile de jouer la carte de la nostalgie, du « c'était mieux avant » ?

Je ne dis pas que c'était mieux avant. Je dis qu'avant c'était comme ça. Je parle aussi de sujets qui sont d'aujourd'hui. J'ai fait un post sur un after yole qui pollue une plage. Je me rends compte, et ça se ressent dans les commentaires sous mes posts, que nous avons tous eu des enfances similaires. C'est rassurant et universel. Les problèmes environnementaux et sociétaux ont aussi leur place dans ma poésie à l'image des sargasses. C'est vrai que c'est un sujet de niche, tout le monde ne sait pas ce que sont les sargasses. Ce n'est pas une vidéo qui va faire un million de vues.

comme la nostalgie. Depuis juillet, je fais des carrousels : des images très puissantes accompagnées d'un message très court. Cela fait quatre ans que j'écris, j'ai presque épuré tous les sujets. Cela devient de plus en plus dur, je n'arrive plus à voir ces thèmes du quotidien. Il faut que je m'en détache pour y trouver de l'inspiration. On n'est plus très clairvoyant. Le jour où j'arrive à voir quelque chose de mon quotidien qui est universel, j'écris dessus. Mon projet est de développer les réseaux sociaux que sont Facebook, TikTok et Instagram. Après la lecture du livre, je veux que les gens sentent que notre culture bien qu'imparfaite est belle, que notre île est belle. Quand on la quitte, c'est comme si on quittait un diamant. Là, c'est



« L'architecture, ce n'est pas seulement construire des bâtiments. C'est aussi comprendre comment les Martiniquais vivent, se rencontrent et occupent leur territoire. »

Après le livre, quel est la suite pour Fè an won ?

Mon objectif est de survivre sur les réseaux sociaux. Tous les deux mois, il faut inventer un nouveau concept ou adopter un format qui fonctionne pour faire passer des émotions

l'architecte qui parle : il faut que l'on comprenne comment on vit chez nous en Martinique pour mieux vivre encore. ■

*Propos recueillis
par Laurianne Nomel*

FONDATION CLÉMENT EXPOSITION

18.09 – 01.11.2026

ERNEST BRELEUR

Au-delà de la forme, formes de l'au-delà
40 ans de métamorphoses



www.fondation-clement.org

ACCÈS GRATUIT

Habitation Clément
Le François - Martinique
Ouvert tous les jours
de 9h à 18h30



LE GRAND DIRECT

18/20

ANTILLA

ÉCLAIRER LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE DEPUIS 1981

DOSSIER TOUSSAINT

DE LA MORT AUX VIVANTS :
rites, croyances et traditions en Martinique

■ Histoire des cimetières de Martinique : des églises aux cimetières communaux

En Martinique, l'histoire des cimetières raconte aussi celle de la société et de ses transformations. Aux premiers temps de la colonisation française, les défunts sont principalement inhumés dans les églises ou dans leurs enclos paroissiaux, sous l'autorité du clergé. Des espaces funéraires séparés existent également pour les populations esclavisées, notamment à proximité des habitations ou sur le littoral. Les vestiges archéologiques de ces lieux témoignent aujourd'hui d'une histoire longtemps demeurée invisible.

À Saint-Pierre, le Cimetière du Fort constitue l'un des plus anciens témoignages de cette période. Créé en 1635, à l'arrivée des Français, il s'organise autour d'une chapelle associée aux Jésuites, installés dans l'île à partir de 1640. Il accueille notamment les sépultures des premiers gouverneurs. Agrandi au XIX^e siècle, il est enseveli sous les cendres lors de l'éruption de la Montagne Pelée. Dégagé à partir des années 1970, puis objet d'études archéologiques, il est aujourd'hui protégé au titre des Monuments Historiques et constitue un lieu patrimonial majeur de Saint-Pierre.

De l'église à l'espace public

Un changement majeur intervient à la fin du XVIII^e siècle. Pour des raisons de salubrité, les inhumations dans les églises et les espaces urbains sont progressivement interdites. À Fort de France, un terrain est ainsi acquis en 1777 pour y établir le Cimetière de la Levée, hors de la ville. Aujourd'hui encore, il demeure l'un des lieux funéraires historiques de Fort-de-France, avec ses caveaux familiaux et ses tombes qui racontent la généalogie de nombreuses familles martiniquaises. Cette évolution est consacrée par décret impérial en 1804, qui inscrit durablement le cimetière dans l'organisation municipale. La séparation d'avec les lieux de



culte accompagne ainsi la laïcisation progressive de la société.

Un service public communal

Aujourd'hui, le cimetière relève du régime des services communaux. Le code général des collectivités territoriales impose à chaque commune de disposer d'au moins un cimetière. La création, l'agrandissement ou le déplacement d'un cimetière relèvent du conseil mu-

nicipal, avec, dans certains cas, l'intervention du représentant de l'État. Le maire exerce des pouvoirs de police sur le cimetière et veille au respect du règlement, à la salubrité et au bon ordre des lieux. La commune organise également les concessions : individuelles, familiales ou collectives, pour des durées qui peuvent aller de quinze à cinquante ans, voire être perpétuelles selon les choix de la collectivité. Le tarif est fixé par le conseil municipal.

Le cimetière contemporain est bien un espace de service public mais il est aussi un lieu de mémoire et un patrimoine collectif. En Martinique, ses pierres, ses caveaux et ses anciennes sépultures conservent les traces de l'histoire et de l'évolution des pratiques funéraires. ■

Nathalie Laulé



« Notre société nous apprend à consommer pour être heureux, mais elle oublie parfois l'essentiel : aucun bien matériel ne peut remplacer la présence des autres, surtout face à la souffrance et à la mort. »

Fête de la Toussaint :

Quand la tradition nous apprend encore à traverser le pire

À la Toussaint, l'Église catholique célèbre les défunts en rappelant que la vie humaine est appelée à s'ouvrir à une dimension qui la dépasse. En Martinique, les rites qui entourent ces journées disent aussi autre chose : la nécessité, pour une communauté, de se rassembler face à la mort. Or, dans une société où les traditions s'effacent et où la consommation est devenue une réponse à bien des manques, que reste-t-il lorsque disparaissent les gestes rituels qui permettaient de faire le deuil ensemble ? Le père Monconthour, curé de la paroisse Saint-Christophe de Dillon, à Fort-de-France nous éclaire sur la dimension symbolique du deuil.

La Toussaint, fête de ceux qui sont déjà dans la lumière

Les premiers jours de novembre forment dans la tradition chrétienne un temps particulier autour de la mort, mais surtout autour de la vie. Le 1er novembre, l'Église célèbre la Toussaint, la « fête du ciel », selon le père Monconthour : celle de tous les Saints, connus ou inconnus, qui ont atteint la plénitude de la vie auprès de Dieu. Le 2 novembre est consacré à la commémoration des fidèles défunts. Pour comprendre cette distinction, le prêtre invite à considérer les trois dimensions de l'Église. Il y a d'abord « l'Église triomphante », celle qui est au ciel, le plan spirituel. Puis « l'Église militante », celle des vivants, engagée chaque jour dans sa mission. Enfin « l'Église souffrante » est celle qui participe à la souffrance du Christ, celle qui participe à la souffrance vivante ».

Ces trois dimensions ne sont pourtant pas séparées. La Toussaint rappelle que les vivants sont appelés à la sainteté. « Dieu seul est saint, la sainteté est un attribut de Dieu », explique le père Monconthour. La sain-



teté de l'homme serait ainsi la présence du divin en lui. « Tous les hommes sont appelés à la vie divine », à devenir des êtres « habités de Dieu ». Cette conception plonge ses racines dans le récit biblique de la création. « Dans la genèse, au commencement, il est dit que Dieu a fait l'homme et la femme à son image et à sa ressemblance. Il a créé l'homme à partir de la terre, de la glaise, mais Il lui insuffle son souffle. Il est donc à la fois être terrestre et être ouvert au divin. Il vient de la terre, mais il y a quelque chose en lui qui échappe à la terre. » La mort ne constitue alors pas une disparition pure et simple de la chair : elle est envisagée comme un passage vers cette vie divine à laquelle l'homme est appelé.

Du cimetière à la lumière des bougies

Le 31 octobre, les premières vêpres de la Toussaint ouvrent déjà ce temps li-

turgique. Dans la tradition martiniquaise, les familles commencent parfois dès le soir à se rendre au cimetière, où les bougies sont allumées. Le cimetière se transforme alors en un lieu vivant de mémoire et de lumière. Le lendemain, le 1er novembre, l'Église célèbre les Saints. Puis vient, le 2 novembre, la commémoration des défunts. Pour le père Monconthour, cette journée possède une signification particulière : ceux qui sont morts sont appelés à entrer dans la vie de Dieu.

La tradition catholique parle du purgatoire comme d'un état de purification. Il ne s'agit pas d'une condamnation définitive mais d'un passage, un autre état, un dépouillement de ce qui, dans l'être humain, demeure encore éloigné de Dieu : « l'orgueil, la suffisance, l'égoïsme, la peur, le manque de confiance ». La prière pour les défunts prend ici tout son sens car très peu d'entre nous se préparent réellement à leur propre mort. Dans les paroisses,

des messes sont célébrées à leur intention.

« On sent un apaisement quelquefois », observe le prêtre. Nommer les défunts, c'est leur rendre une place. C'est aussi rappeler aux vivants qu'ils appartiennent à une histoire commune.

Le défunt au cœur de la communauté

Cette dimension collective de la mort est particulièrement visible dans les traditions funéraires martiniquaises. Le père Monconthour évoque la veillée, autrefois organisée dans la maison du défunt et qui se déroule désormais plus souvent dans une salle funéraire. Mais qu'elle ait lieu dans une maison ou dans une salle, la logique est la même : la communauté se rassemble. Famille, amis, voisins, collègues, habitants du quartier se retrouvent autour de celui qui vient de nous quitter.

Le prêtre décrit une organisation presque concentrique de l'espace. Dans la lumière, le cercle des proches priant autour du défunt. Plus loin, dans une pénombre relative, celui des visiteurs qui viennent saluer le défunt, prier, échanger quelques mots. Et puis un troisième cercle, celui de la parole. Car il y avait autrefois le conteur. Sa fonction n'était pas simplement de distraire. « Le conteur défie la mort par sa parole », dit le père Monconthour. Dans la nuit de la mort, sa parole agit comme un feu. Elle maintient la cohésion du groupe, elle redonne de la vie là où la mort vient de créer une rupture. Même le boire et le manger participent de cette logique. Face à la mort, les vivants mangent, boivent, parlent. « Nous, nous sommes vivants. »



« On ressent cette perte de mystère, cette perte de joie, cette perte de paix, cette perte de vision, d'avenir. »

Ce n'est pas une fuite devant la mort mais une manière de lui opposer la puissance de la vie. La communauté se rassemble précisément parce que l'un des siens vient de disparaître.

Les anciens gestes de purification participaient également de cette traversée : le lavage du corps, mais aussi le nettoyage de la maison. Il fallait symboliquement se débarrasser de la violence de la mort afin que les vivants puissent continuer à vivre.

Quand les symboles disparaissent

Ces pratiques traditionnelles ont parfois été regardées avec méfiance par l'Église, notamment lorsque cer-

taines croyances magico-religieuses entraient en contradiction avec la foi chrétienne. Mais la prière chrétienne avait aussi trouvé sa place au cœur de ces traditions. Aujourd'hui, ce sont moins les conflits entre croyances qui préoccupent le prêtre que l'effacement progressif des rituels eux-mêmes. « Le monde moderne nous a fait prendre de la distance par rapport aux traditions », constate-t-il. Or ces traditions avaient une fonction bien plus profonde qu'un simple héritage culturel. Elles fournissaient des symboles pour traverser les épreuves. Elles donnaient « de la force, non seulement personnelle, mais aussi collective ».

La disparition de certains gestes autour de la mort est révélatrice. Après les obsèques, les condoléances, les fleurs, les couronnes permettaient autrefois de prolonger le soutien autour de la famille endeuillée. Aujourd'hui, les formules « ni fleurs, ni couronnes » ou « pas de condoléances » se multiplient. Derrière ces évolutions, le père Monconthour voit une perte de la « cordialité », ce mouvement du cœur vers l'autre. Avec l'effacement des gestes sociaux, c'est aussi une partie du soutien collectif qui disparaît.

Une société qui compense

Cette perte de sens ne concerne pas uniquement la mort. Elle s'inscrit, selon le prêtre, dans une crise plus large de notre société. Il décrit une population fatiguée, traversée par une forme de lassitude, confrontée aux violences locales, aux crises et à une atmosphère mondiale anxiogène.

La société de consommation aurait progressivement occupé l'espace symbolique. Consommer, se divertir, acheter, rechercher le plaisir : autant de compensations possibles à une perte de sens. « On a essentiellement dit aux gens : si vous consommez, vous serez heureux. » Le prêtre parle même d'une « idolâtrie de la consommation », dans la mesure où celle-ci finit par être pré-

sentée comme une solution en soi. Mais manger, consommer, s'amuser suffisent-ils à donner du sens à l'existence ? « Sont-ils plus heureux ? Pas sûr. »

La question prend une dimension particulière lorsqu'elle concerne la mort. Car la mort est précisément l'expérience que la consommation ne peut pas compenser.

Faire son deuil, un acte collectif contre la violence sociale

Pour le père Monconthour, la disparition des rituels autour de la mort n'est donc pas anodine. Un rituel de deuil permet symboliquement de reconnaître la séparation. Il donne au psychisme un cadre pour intégrer la rupture. Lorsque ces étapes disparaissent, le défunt peut demeurer symboliquement présent. La séparation physique a eu lieu, mais la séparation psychique et sociale n'a pas nécessairement été accompagnée. « Un deuil qui n'est pas fait peut alors laisser la violence de la mort sans véritable espace pour être déposée. La violence de la mort reste dans le corps social par les individus. Finalement cette violence continue à agir, puisqu'elle n'est pas purifiée. Elle contamine la société qui va devenir beaucoup plus violente, dans ses rapports, dans sa manière de vivre à l'intérieur des familles. »

Car la mort ne touche jamais uniquement l'individu qui disparaît. Elle atteint un ensemble de relations. Une famille, un quartier, des amis, des collègues sont bouleversés. Les rites permettaient précisément de prendre en charge collectivement cette onde de choc. Lorsque ces rituels sociaux s'effacent, l'individu est davantage renvoyé à lui-même. « La disparition de ces rituels sociaux renvoie l'in-



dividu à la solitude devant la violence de la mort. » Et c'est là que se joue peut-être l'une des contradictions de notre époque : alors que la mort demeure une expérience profondément collective, nous la vivons de plus en plus individuellement.

Retrouver la force des traditions

Le père Monconthour ne plaide pas pour un retour nostalgique au passé. Il invite plutôt à retrouver ce que les traditions savaient transmettre : des gestes, des paroles et des symboles capables d'aider les hommes à traverser les ruptures. « La tradition nous donnait des éléments

solidarité. Ils disaient au vivant : tu n'es pas seul face à cette mort. Ils disaient aussi à la communauté : nous avons perdu l'un des nôtres, mais nous sommes encore là, ensemble.

Dans sa paroisse de Saint-Christophe, le père Monconthour observe une pratique religieuse qui demeure vivante, malgré la fatigue et l'érosion du lien religieux. Cinq messes sont célébrées chaque week-end et, au moment de la commémoration des défunts, les noms des disparus de l'année sont prononcés. Dans cette simple énumération, quelque chose se joue : le défunt n'est pas réduit à une absence. Son nom demeure dans la mémoire des vivants. Peut-être est-ce là l'une des fonctions essentielles des rites. Non pas abolir la douleur, encore moins nier la mort, mais lui donner une forme que l'on puisse traverser. Transformer une violence individuelle en une expérience partagée. Faire de la séparation un passage.

Dans une société qui a parfois perdu ses repères, la Toussaint rappelle ainsi une vérité ancienne : l'homme n'affronte pas seul les grandes ruptures de l'existence. Il a besoin des autres, de leurs présences, et aussi peut-être, de la part du divin en chacun ...■

Nathalie Laulé

« **Quand les rites disparaissent, ce n'est pas seulement une tradition que nous perdons, c'est aussi cette solidarité qui permettait aux vivants de traverser ensemble l'épreuve de la mort.** »

symboliques pour nous aider à traverser les choses, les passages difficiles, les souffrances, les cataclysmes. »

La veillée, le conte, la prière, les visites, les condoléances, les fleurs, le repas partagé : autant de gestes qui semblaient parfois aller de soi et qui constituaient en réalité une architecture invisible de

■ Que deviennent nos corps après la mort ?

Organisation, rites et mutations du secteur funéraire, en Martinique

La mort, universelle et pourtant profondément intime, fait l'objet d'une organisation rigoureuse dans nos sociétés contemporaines. Derrière l'émotion des familles, un ensemble de règles, d'acteurs et de pratiques encadrent le devenir des corps. En Martinique, comme ailleurs en France, ce système repose sur un équilibre singulier entre service public et entreprises privées. L'entretien avec Emmanuel Certain, dirigeant d'une maison de pompes funèbres au François, et formateur dans le secteur, permet d'en éclairer les rouages et les évolutions.

Un secteur privé sous délégation de service public

Le secteur funéraire relève d'une réglementation nationale stricte, inscrite dans le Code général des collectivités territoriales. « La particularité des pompes funèbres, c'est que ce sont des entreprises privées qui exercent une mission de service public », explique Emmanuel Certain. Cette délégation implique des obligations précises, notamment en matière d'habilitation, de transparence des prix et de concurrence.

Les infrastructures d'accueil des défunts sont elles aussi encadrées. Les établissements de santé enregistrant plus de 200 décès annuels doivent disposer d'une chambre mortuaire, communément appelée morgue. En Martinique, le principal établissement concerné est le CHUM. D'autres structures, sans y être contraintes, ont choisi d'en installer « par commodité territoriale », comme le Lamentin et Trinité.

À côté de ces espaces hospitaliers existent les chambres funéraires, gérées le plus souvent par les entreprises de pompes funèbres. Leur rôle est d'accueillir les corps avant les obsèques, notamment lorsque le décès survient hors d'un établissement de santé.



« Notre métier ne consiste pas seulement à accompagner les morts, mais surtout à aider les vivants à traverser l'un des moments les plus difficiles de leur existence. »

Les premières étapes après le décès

Quel que soit le lieu du décès, tout commence par l'intervention d'un médecin, chargé d'établir le certificat de décès. Ce document déclenche la prise en charge du corps.

À domicile, les pompes funèbres interviennent ensuite pour transporter le défunt vers une chambre funéraire. Lorsqu'un décès survient à l'hôpital, la réglementation impose un délai minimal de deux heures avant tout transfert. Cette mesure découle de cas exceptionnels ayant révélé des erreurs de constat de décès. « On a l'obligation de laisser le corps deux heures minimum pour s'assurer qu'il est bien décédé », précise le professionnel.

Le corps est ensuite acheminé vers la morgue, où il restera jusqu'au choix de l'opérateur funéraire par la famille. Celle-ci peut décider d'organiser une veillée à domicile, pratique encore vivace en Martinique, grâce à des dispositifs réfrigérants adaptés.

Qui prend en charge les défunts sans proches ?

La question des personnes décédées sans famille révèle une autre dimension du système. Dans ce cas, la responsabilité revient à la commune du lieu de décès. Celle-ci doit rechercher d'éventuels proches et, à défaut, organiser et financer les obsèques.

Certaines situations peuvent durer. Emmanuel Certain évoque ainsi des corps

restés plusieurs années en morgue faute d'identification ou de famille retrouvée, notamment pendant la crise du Covid. Il y a eu l'exemple en Guadeloupe de dépouilles demeurées en morgue depuis 2019 ! L'inhumation ne peut alors se faire qu'après décision municipale.

Préparer le corps : technique et humanité

Une fois pris en charge, le corps fait l'objet de soins. Cela peut aller d'une simple toilette à un soin de conservation, pratiqué par un thanatopracteur. Cette intervention consiste à remplacer le sang par un produit à base de formol afin de ralentir la décomposition. « C'est une petite chirurgie », précise Emmanuel Certain.

En Martinique, ces professionnels sont peu nombreux et exercent majoritairement en indépendants. Leur travail, discret mais essentiel, participe à la dignité du défunt et au processus de deuil des proches.

Un métier hérité et profondément humain

Le parcours d'Emmanuel Certain illustre l'ancrage familial et artisanal du métier. Son père, ébéniste, fabriquait des cercueils avant de se tourner vers les pompes funèbres. « Nous, les enfants, on baignait dedans... on allait se cacher dans les cercueils, de manière innocente », raconte-t-il.

Reprenant l'entreprise familiale, il la restructure et se forme, allant jusqu'à présider pendant vingt ans le syndicat des pompes funèbres. Pour lui, cette profession exige des compétences multiples : « Il faut être juge, il faut être avocat... il faut faire preuve d'empathie, d'écoute. »

Au-delà de la technique, c'est un métier de relation, au cœur de la détresse humaine. Monsieur Certain estime qu'il est l'un des métiers les plus beaux et les plus humains du monde.



« Les rites funéraires évoluent, les traditions changent, mais une chose doit rester : le respect du défunt et l'attention portée à ceux qui restent. »

Une profession structurellement transformée

Le secteur funéraire a connu de profondes mutations en quelques décennies. Autrefois marginalisés, les professionnels souffraient d'une image négative. « Les porteurs et les fossoyeurs se recrutaient à côté des bars ou des cimetières... on avait peur d'eux », se souvient-il.

Aujourd'hui, l'apparence et la qualité du service sont devenues essentielles. Les équipes sont formées, les équipements modernisés. « Nous demandons à notre équipe d'être tirée à quatre épingles, nous fournissons les vêtements, l'aspect visuel que nous donnons est très important. C'est une forme de respect pour le défunt », insiste-t-il.

Les moyens matériels ont également évolué. Là où un simple véhicule polyvalent servait autrefois de corbillard, « le matin la voiture livrait le pain ou servait de taxi et l'après-midi, elle se transformait en corbillard pour les enterrements... », les entreprises disposent désormais de véhicules spécialisés, parfois luxueux, répondant à des normes strictes.

Des rites en mutation

Au-delà de l'organisation, c'est le rapport à la mort lui-même qui a changé. La société martiniquaise, longtemps marquée par le catholicisme, s'est diversifiée. Les cérémonies s'adaptent désormais à une pluralité de croyances, voire à l'absence de religion.

Des salles « omnicultes » permettent d'accueillir tous les types d'hommages, accompagnés par des maîtres de cérémonie formés.

Le rapport économique aux obsèques a également évolué. « Avant, les familles voulaient ce qu'il y a de plus beau. Aujourd'hui, elles regardent la prise en charge de la mutuelle », observe Emmanuel Certain.

Les représentations symboliques changent aussi. Autrefois, la mort pouvait être utilisée pour effrayer les enfants. Aujourd'hui, ceux-ci manifestent davantage de curiosité, influencés par les images et les médias.

Enfin, la profession se féminise et attire de nouveaux profils. « Il y a de plus en plus de jeunes, et de filles », note-t-il, dans un secteur désormais structuré par des formations diplômantes.

Tradition et modernité

L'organisation du décès révèle ainsi une tension constante entre normes administratives, évolutions sociales et traditions culturelles. En Martinique, la persistance de pratiques comme la veillée à domicile coexiste avec une professionnalisation croissante du secteur.

Derrière chaque disparition, c'est tout un système qui se met en mouvement, à la fois technique et profondément humain. Comme le résume Emmanuel Certain, « c'est l'un des plus beaux métiers, au contact des gens » — un métier qui, au-delà de la mort, accompagne avant tout les vivants. ■

Nathalie Laulé



« On peut moderniser les équipements et les cérémonies, mais rien ne remplacera jamais l'écoute, la présence et l'humanité dont une famille a besoin lorsqu'elle perd un proche. »

FONDATION CLÉMENT

EXPOSITION

18.09 – 01.11.2026

CATHERINE THÉODOSE

Contre vents et marées



www.fondation-clement.org
ACCÈS GRATUIT

Habitation Clément
Le François - Martinique
Ouvert tous les jours
de 9h à 18h30